

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1064

25 avril 2014

SOMMAIRE

28-30, rue de la Trémoille Paris VIII SARL	51031	PI Europe 1 S.à r.l.	51033
Action Holdings 1 (Lux) S.à r.l.	51044	Premium Advisory Partners S.A.	51033
Assurim S.A.	51037	Priveq S.A.	51034
BI SICAV	51031	Rio Bianco S.à r.l.	51027
CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l.	51056	S.C.I. Floma Trade	51028
Degroof Private	51072	Scout Lux Management Equity Co S.à r.l.	51030
Ekab S.A.	51026	Seawell S.A.	51028
Fondation François d'Assise	51068	Société Luxembourgeoise d'édition et de conception automobile	51071
Four Seasons Luxembourg S.à r.l.	51032	Square Strategy Services S.A.	51029
Gate Gourmet Luxembourg III A S.à r.l.	51031	UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA	51037
IBCO Sicav	51072	UPS Group Luxembourg S.à r.l.	51029
Lux-Habitation s.à r.l.	51026	Utah S.à r.l.	51034
MCD Technologies S.à r.l.	51066	Vencorp S.C.A. SICAR	51027
MD'S Events	51030	Venfor S.à r.l.	51028
MD'S Import Export	51030	VF (Lux)	51026
Medina Financial Markets S.à r.l.	51052	Villa Said S.à r.l.	51027
Pah Mexico Holdco Sàrl	51033	VPA Systems S.A.	51026
PFCE Holdco S.à r.l.	51033	Whitehall French RE 3 S.à r.l.	51032

Ekab S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 62.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032213/9.

(140036493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Lux-Habitation s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8452 Steinfort, 2, rue de Schwarzenhof.
R.C.S. Luxembourg B 171.492.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue à Steinfort le 24 janvier 2014.

Il résulte dudit procès-verbal que la démission de Madame Marthe Pechon en tant que gérante administrative de la société a été acceptée.

Il résulte dudit procès-verbal que la démission de Monsieur Florian Pechon en tant que gérant technique de la société a été acceptée.

Il résulte dudit procès-verbal que Madame Fabienne Fontaine a été nommée en tant que gérante technique de la société pour une durée indéterminée et engage la société par sa seule signature.

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Florian Pechon a été nommé en tant que gérant administratif de la société pour une durée indéterminée.

Gérant technique:

Madame Fabienne Fontaine, employée
Demeurant 2 Rue Schwarzenhof, L-8452 Steinfort

Gérant administratif:

Monsieur Florian Pechon, étudiant
Demeurant 2 Rue Schwarzenhof, L-8452 Steinfort

Steinfort, le 24 janvier 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014032383/24.

(140035951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

VPA Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8523 Beckerich, 3, Arelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.628.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2014032600/11.

(140036023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

VF (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 146.724.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VF (Lux)

Référence de publication: 2014032598/10.

(140036427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Villa Said S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 21.763.

—
EXTRAIT

Il résulte de différentes cessions de parts sociales que le capital est réparti entre les porteurs de parts comme suit:

1. Madame Inci AKSOY-GÜNAY demeurant à 2. Haziran Sok. No.9 Tarabya Istanbul, Turquie:	1249 parts sociales
2. Mademoiselle Eda Deniz AKSOY, demeurant à 130 East 63 rd Street NY, NY 10065 USA	1 part sociale
Total:	1250 parts sociales

Le présent extrait est destiné à la publication au registre de commerces et au Mémorial avec mandat à procéder à Me Jean WAGENER de procéder à ces publications.

Le 20-2-14.

Signature

La gérante

Référence de publication: 2014032599/19.

(140036283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Vencorp S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 108.259.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire le 26 février 2014

Il est décidé:

- de nommer PricewaterhouseCoopers en tant que Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Pour VENCORP S.C.A. S.I.C.A.R.

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014032595/14.

(140036245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Rio Bianco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 138.002.

—
EXTRAIT

Conformément à la cession de parts sociales du 20 décembre 2013, l'associé Michel CAPT a transféré ses 125 parts sociales détenues dans la société RIO BIANCO S.à r.l. à The Vermont Trust, représenté par SINO TYCOON GROUP LIMITED, ayant son siège social au 18 Harbour Road, 57/F Central Plaza Suite 5, 5704 Wanchai, Hong Kong.

Les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de parts sociales
The Vermont Trust	
Représenté par SINO TYCOON GROUP LIMITED	125
TOTAL	125

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014032499/21.

(140036189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Seawell S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 12.225.

Société constituée le 8 juillet 1974 par Maître F. Baden, acte publié au Mémorial C n° 197 du 4 octobre 1974. Les statuts furent modifiés par Maître F. Baden le 14 mars 1975 (Mém C 100 du 30.05.75), le 12 février 1976 (Mém C 103 du 19.05.76), par Maître Reginald Neuman le 17 novembre 1981 (Mém C 20 du 02.02.82), par Maître Elter le 17 novembre 1982 (Mém C 336 du 24.12.82), par Maître Reginald Neuman le 14 juin 1995 (Mém C 442 du 09.09.95), le 18 décembre 2000 (Mém C 571 du 25.07.01) et le 23 novembre 2010 (Mém C n° 400 du 01.03.2011)

Extrait du dépôt rectificatif du dépôt n° L140018137 du 29 janvier 2014.

Il résulte des décisions prises lors de l'Assemblée générale tenue le 21 novembre 2013 que:

Le mandat de chacun des trois administrateurs Monsieur Jean WAGENER, Monsieur Urs Stucker et Monsieur Marc Friederich, est reconduit pour une nouvelle période d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale à tenir en 2014.

L'Assemblée nomme comme réviseur d'entreprise Ernst & Young, RC B47771, 7, rue Gabriel Lippmann, Parc Syrdall, L-5365 Munsbach, pour une période d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale à tenir en 2014.

Pour extrait

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014031954/21.

(140035519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Venfor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.001,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 183.361.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signés en date du 10 janvier 2014 que Venplan S.à r.l., associé unique de la Société a transféré:

- vingt-cinq mille (25.000) parts sociales de classe B à M. Martin DUCHATEAU, né le 14 septembre 1978 à Braine-l'Alleud, Belgique, ayant son adresse au 41, rue André van Hasselt, 1030 Bruxelles, Belgique; et

- cent mille (100.000) parts sociales de classe B à M. Thierry VERMEIREN, né le 27 août 1973 à Oostende, Belgique et ayant son adresse au 16 Waarbeek, 1730 Asse, Belgique.

Venplan S.à r.l. détient à présent 375.000 parts sociales de classe A et 1 part sociale de classe C dans le capital de la Société;

M. Martin Duchateau détient à présent 25.000 parts sociales de classe B dans le capital de la Société; et

M. Thierry Vermeiren détient à présent 100.000 parts sociales de classe B dans le capital de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Référence de publication: 2014032010/21.

(140035389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

S.C.I. Floma Trade, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-6996 Oberanven, 68, rue du Scheid.

R.C.S. Luxembourg E 1.512.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 février 2014

L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de la dissolution de la Société par anticipation à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

La Société est en conséquence mise en liquidation volontaire à compter de ce jour.

Madame Florence BINTENER, gérante, demeurant L-6996 Luxembourg, 68, rue du Scheid est désignée comme liquidateur.

Madame Florence BINTENER étant présente à l'assemblée, déclare accepter les fonctions de liquidateur.

Le siège social de cette liquidation est fixé au siège social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée générale donne au liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 Août 1915, pour mener à bien la liquidation, réaliser l'actif, payer le passif, et répartir le solde entre les associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

Il résulte des résolutions précédentes que:

- la liquidation de la société a été clôturée;
- le liquidateur est déchargé de ses fonctions;
- les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers et aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation sont déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le Président / Le scrutateur / Le secrétaire

Référence de publication: 2014032507/33.

(140036099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Square Strategy Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 128.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014032523/10.

(140036285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

UPS Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 166.325.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 février 2014

En date du 20 février 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de révoquer Monsieur Ronald DETHOMAS de son mandat de gérant de classe B de la Société avec effet au 20 février 2014;
- de nommer Monsieur Bernd JANIETZ, né le 26 juillet 1948 à Goslar en Allemagne, résidant à l'adresse suivante: 50, rue des Sept-Arpens, L-1139 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe B de la Société et ce pour une période indéterminée et avec effet au 20 février 2014.

En conséquence, le conseil de gérance est désormais composé de la manière suivante:

- Monsieur Parvinder GILL, gérant de classe A
- Monsieur Joseph DEVINE, gérant de classe A
- Monsieur Bernd JANIETZ, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.
UPS Group Luxembourg S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2014032008/23.

(140035522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

MD'S Events, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8120 Bridel, 25, rue Biergerkraeiz.

R.C.S. Luxembourg B 143.122.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 13 février 2014

L'associée unique de la société à responsabilité limitée MD'S EVENTS SARL, susvisée, a pris la résolution suivante:
TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'associée unique décide de transférer le siège social de MD'S EVENTS SARL à l'adresse suivante:

25, rue de Biergerkreitz

L-8120 Bridel

Ce transfert de siège prend effet immédiatement.

Bridel, le 13 février 2014.

Pour extrait conforme

L'associée unique

Référence de publication: 2014032415/17.

(140035794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Scout Lux Management Equity Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.869.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution écrite des associés de la Société en date du 12 février 2014, que tous les gérants actuels de toute classe de la Société ont été requalifiés en gérants ordinaires de la Société.

Il résulte de cette même résolution écrite que le mandat de M. Stuart Banks en tant que gérant de la Société a été terminé avec effet au 12 février 2014.

Il résulte de cette même résolution écrite que M. Blake Kleinman, né le 25 août 1976 à Ohio, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au Millbank Tower, 30^e étage, 21-24 Millbank, Londres SW1P 4QP, Royaume-Uni, a été nommé avec effet au 12 février 2014 et pour une durée indéterminée en tant que gérant de la Société.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Christian Ralison.
- Mme Ingrid Moinet.
- Mme Annick Clerinx, et
- M. Blake Kleinman.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014031509/25.

(140034543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

MD'S Import Export, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8120 Bridel, 25, rue Biergerkraeiz.

R.C.S. Luxembourg B 136.346.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 13 février 2014

L'associée unique de la société à responsabilité limitée MD'S IMPORT EXPORT SARL, susvisée, a pris la résolution suivante:

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'associée unique décide de transférer le siège social de MD'S IMPORT EXPORT SARL à l'adresse suivante:

25, rue de Biergerkreitz

L-8120 Bridel

Ce transfert de siège prend effet immédiatement.

Bridel, le 13 février 2014.

Pour extrait conforme

L'associée unique

Référence de publication: 2014032417/18.

(140035796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

BI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 116.116.

Le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de transférer le siège social de la société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 11-13, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg avec effet au 27 février 2014.

Pour BI SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014032716/13.

(140036995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

28-30, rue de la Trémoille Paris VIII SARL, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 146.888.

EXTRAIT

En vertu d'une convention de cession de parts sociales en date du 30 septembre 2013, la société de droit luxembourgeois PARIS PREMIER PROPERTIES S.à.R.L. établie et ayant son siège social au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 113.137 cède CINQ CENT (500) parts sociales de la société 28-30, RUE DE LA TREMOILLE PARIS VIII S.A.R.L. à la société FONCIERE DU TRIANGLE D'OR APS établi et ayant son siège social au Frederiksborggade 15, 3ème Étage, 1360 Copenhague, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Copenhague, sous le numéro CVR 30 54 27 03.

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, a décidé en date du 20 février 2014:

D'accepter la démission de Monsieur Per Torben ELLEBO de sa fonction de gérant unique de la Société.

De nommer à la fonction de gérant unique de la Société, Jeffrey B. SAVOIE, gérant de sociétés, né à Edmonton, Alberta (Canada), le 12 mai 1983 résidant professionnellement à 439 St-Georges Street, Moncton NB, Canada E1C 1X8 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014032618/22.

(140036272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Gate Gourmet Luxembourg III A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 90.192.

Conseil de gérance

Monsieur Dominik ANDERHALDEN, gérant de catégorie A

Monsieur Thomas BUCHER, gérant de catégorie A

Monsieur Andrew GIBSON, gérant de catégorie A

Monsieur Jerome TRIGANO, gérant de catégorie A

Monsieur Guy HARLES, gérant de catégorie B
Monsieur Michel RAFFOUL, gérant de catégorie B
Renouvellement des mandats

En date du 19 juin 2013, l'assemblée générale de la Société a pris les résolutions suivantes:
de renouveler le mandat des personnes suivantes avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013:

Monsieur Dominik ANDERHALDEN, gérant de catégorie A
Monsieur Thomas BUCHER, gérant de catégorie A
Monsieur Andrew GIBSON, gérant de catégorie A
Monsieur Jerome TRIGANO, gérant de catégorie A
Monsieur Guy HARLES, gérant de catégorie B
Monsieur Michel RAFFOUL, gérant de catégorie B

Signature.

Référence de publication: 2014031728/25.

(140035108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Whitehall French RE 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 246.418,26.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 109.603.

Il résulte du transfert de parts sociales de la Société en date du 8 janvier 2014, que les parts sociales détenues dans la Société par Whitehall Street Global Real Estate Limited Partnership 2005, ayant son adresse professionnelle au 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, New Castle County, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 3886649, ont été transférées comme suit:

5.137.582 parts sociales à WHITEHALL STREET GLOBAL EMPLOYEE FUND 2005, L.P. ayant son siège social au 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, New Castle County, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 3931914.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Whitehall French RE 3 S. à r.l.
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2014032605/19.

(140035869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

Four Seasons Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 59.059.302,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 169.803.

EXTRAIT

Suite à la décision de l'associé unique de la Société du 24 janvier 2014, Mme Cristina Menendez, née le 9 juillet 1977 à Rio de Janeiro, Brésil, ayant son adresse professionnelle au 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de gérant de la Société avec effet au 18 février 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Tom Chirico
- Mme Cristina Menendez
- M. Cédric Bradfer

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014032638/19.

(140035906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2014.

PAH Mexico Holdco Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 164.647.

—
EXTRAIT

Il convient de modifier l'adresse de l'associé unique de la Société; PAH Luxmex S.à r.l, avec effet au 10 octobre 2013 suite au transfert de siège social de la société du 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 26-28, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Référence de publication: 2014031297/13.

(140034914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

PFCE Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.142.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.702.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

En date du 22 janvier 2014, la dénomination du gérant IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. a été modifiée en celle de IREIM Services Luxembourg S.à r.l.

Luxembourg, le 24 Février 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014031305/14.

(140034106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

PI Europe 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.468.259,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 23, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 71.260.

—
EXTRAIT

Suivant la liquidation de l'associé unique (PI Europe 4 S.à r.l.) de la Société, le nouvel associé de la Société est Peabody International Real Estate Partners, LP (associé unique de PI Europe 4 S.à r.l., liquidée) qui est une société régie par les lois du Delaware, avec adresse au 535 Madison Avenue, New York, NY 10022, (Etats-Unis d'Amérique), et enregistrée au Registre des Sociétés du Delaware sous le numéro EIN 13-4024572.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PI Europe 1 S.à r.l.

Référence de publication: 2014031310/15.

(140034606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Premium Advisory Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 136.449.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société PREMIUM ADVISORY PARTNERS S.A., qui s'est tenue à Luxembourg en date du 1^{er} mars 2013.

L'assemblée a décidé:

De réélire les mandats des administrateurs de Monsieur Gérard Scheiwen, Monsieur Luc Nickels et de la société Premium Investment Partners jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Luxembourg, le 20 février 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014031311/15.

(140034895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Priveq S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 158.218.

Extrait de l'Assemblée Générale Particulière du 25 février 2014

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Frank van Bellingen, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 3-7, rue Schiller L-2519 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014031293/14.

(140034982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2014.

Utah S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 97.942.

L'an deux mille treize, le trente et un décembre,

par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Bo Söderberg, né le 29 décembre 1942 à Uppsala, Suède, résidant à 84, Mount Street, Penthouse, Londres W1K 2SP, Royaume-Uni (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représenté par Madame Monica Morsch, avec adresse professionnelle à 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 18 décembre 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de Utah S.à.r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 97.942, constituée suivant acte notarié en date du 18 décembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 113 du 28 janvier 2004.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 2 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1151 du 14 juin 2007.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg vers L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer avec effet au 31 décembre 2013 à 23.59 heures.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans les versions anglaise et française, le premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

“The Company has its registered office in the Municipality of Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg.”

Version française:

«Le siège social est établi dans la Municipalité de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide de destituer:

- Madame Ingrid Moinet, née le 5 décembre 1975 à Bastogne, Belgique, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, et

- Madame Noëlla Antoine, née le 11 janvier 1969 à Saint-Pierre, Belgique avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

comme gérants de la Société avec effet au 31 décembre 2013 à 23.59 heures.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer, avec effet au 31 décembre 2013 à 23.59 heures, les personnes suivantes comme nouveaux gérants de la Société pour une durée illimitée:

Gérants de classe A:

a) Madame Wilhelmina von Alwyn-Steennis, administrateur, née le 29 août 1967 à Rotterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle à 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel;

b) Monsieur Klas Tikkanen, né le 7 décembre 1970 à Storkyrkof, Suède, demeurant à 10, Bielkevägen, SE-182 63 Djursholm, Suède;

Gérants de classe B:

c) Monsieur Andreas Demmel, né le 11 avril 1969 à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel,

d) Monsieur Ganash Lokanathen, né le 5 juillet 1978 in Pahang, Malaysia, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel.

Cinquième résolution:

L'Associé Unique décide de renommer dans les versions anglaise et française des statuts de la Société la section Gérance/Management comme suit:

Version anglaise:

“Management, Powers and Representations”

Version française:

«Conseil de Gérance, Pouvoirs et Représentations»

Sixième résolution:

L'Associé Unique décide de modifier, dans les versions anglaise et française, l'article 12 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **Art. 12.** The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholder's Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers"). In this case, the Board of Managers will be composed of one or more class A managers (the "Class A Managers") and one or more class B managers (the "Class B Managers").

A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholder's Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realize any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholder.

Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

- if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;
- if the Company has more than one Manager, the joint signature of any one Class A Manager and of any one Class B Manager;
- the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with paragraph 7 of this Article.

The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any one Class A Manager and any one Class B Manager acting jointly, may delegate any of their powers for specific tasks to one Manager and/or one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under paragraph 12 of this Article.

The Board of Managers can only validly debate and take decisions if at least one of the Class A Managers and one of the Class B Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority, including the favourable vote of at least one Class A Manager and at least one Class B Manager.

A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting."

Version française:

« **Art. 12.** La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution de l'Associé prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

Si la Société est administrée à un moment par un Gérant unique, il sera désigné dans les présents Statuts comme "Gérant Unique".

Si la Société est administrée de temps en temps par plus qu'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"). Dans ce cas, le Conseil de Gérance sera composé d'un ou plusieurs gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") et d'un ou plusieurs gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

Un Gérant pourra être révoqué à tout moment pour cause légitime par une Résolution de l'Associé prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

Le Gérant Unique, si la Société ne détient qu'un seul Gérant, et dans tous les autres cas le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour prendre toutes les mesures nécessaires ou utiles pour réaliser tout objet de la Société, sous réserve de celles qui suivant la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts doivent être décidées par l'Associé.

Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

- si la Société a un Gérant Unique, la signature unique de ce Gérant Unique;
- si la Société a plusieurs Gérants, la signature conjointe de tout Gérant de Catégorie A et de tout Gérant de Catégorie B;
- la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'alinéa 7 de cet Article.

Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants dans la Société, tout Gérant de Catégorie A et tout Gérant de Catégorie B agissant conjointement, peuvent déléguer toute partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les pouvoirs d'un tel mandataire, ses responsabilités et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de son mandat et toute autre condition pertinente de son mandat.

Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant par une convocation dans un délai raisonnable. Le Conseil de Gérance peut nommer un président.

Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Gérants ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil concernée, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, participer, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom lors de la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à une Réunion du Conseil à la condition que (sans

préjudice quant à tout quorum requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'alinéa 12 de cet Article.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple, comprenant le vote favorable d'au moins un Gérant de Catégorie A et d'au moins un Gérant de Catégorie B.

Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient en mesure de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires qui sont traitées de cette manière par les Gérants seront réputés, pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement conclues à une Réunion du Conseil, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Gérants (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou s'agissant de tout Gérant, le Représentant du Gérant) est valable et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu et signé(s) par ou au nom des Gérants concernés.

Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion du Conseil.»

Septième résolution:

L'Associé Unique décide de modifier, avec effet 31 décembre 2013 à 23.59 heures, son adresse professionnelle comme suit: W1K 2SP, Londres, Royaume-Uni, 84, Mount Street, Penthouse.

Dont acte, fait et passé à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Morsch, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 15 janvier 2014. REM/2014/198. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014025024/175.

(140029915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Assurim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4553 Niedercorn, 12, rue Franz Erpelding.

R.C.S. Luxembourg B 88.834.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014032689/9.

(140037002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.100.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth of December.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy de Luxembourg

Was held

the general meeting of the shareholders of UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA, a société anonyme sous forme de société de gestion de patrimoine familial, having its registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 82.100, which has been incorporated pursuant to a notarial deed drawn up by Maître Alphonse LENTZ, on May 17th, 2001 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), number 1094 of the 1st December 2001, page 52489 (the "Company"). The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by a notarial

act (constat notarié) drawn up by Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 22nd November 2013, with effect as of 21st November 2013 and not yet published in the Mémorial C.

The general meeting of the shareholders of the Company (the "Meeting") elects as chairman Mr. Marc LIESCH, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mrs. Mélissa KDYEM, residing professionally in Luxembourg.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state that:

I. The Company's shareholders represented (the "Shareholders") and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the proxies of the Shareholders, by the office of the Meeting and the notary. The said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed.

II. It appears from the attendance list that 33,398,080 shares of the 57,114,067 shares, representing 58.47% of the share capital of the Company including the Deferred A Shares, are represented at this Meeting.

III. All the Shareholders declare having been informed in advance on the agenda of the Meeting and that the convening requirements and formalities have been respected. The Meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the annual accounts of the Company as at 31st December 2012 (the "2012 Annual Accounts").

2. Presentation and approval of the report of the statutory auditor (commissaire aux comptes) for the accounting year ending on 31st December 2012.

3. Allocation of the results as of 31st December 2012.

4. Discharge to the members of the Board of Directors of the Company and to the statutory auditor for the exercise of their mandates until 31st December 2012, in particular, without limitation thereto, regarding the late convocation of the shareholders' meeting by the members of the Board of Directors of the Company in order to approve the 2012 Annual Accounts.

5. To authorise the supervision of the Company by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) so that article 25 (Auditor) of the articles of association of the Company (the "Articles") shall be amended and shall read as follows:

" **25.1.** The Company is supervised by one or more statutory auditors (commissaire aux comptes) or independent auditors (réviseur d'entreprises agréé); in the latter case where such appointment is required by the law or where such appointment is permitted by law and chosen by the Company (the statutory auditor and independent auditor both referred to as the "Auditor").

25.2. The general meeting appoints the Auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six (6) years. In case the Auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

25.3. The Auditor(s) may be re-appointed"

6. Change the mandate of the current statutory auditor (commissaire aux comptes), Ernst and Young, into a mandate of independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The mandate will terminate at the Annual General Meeting of the shareholders to be held in 2019 or if earlier, on the date of the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles.

7. Authorisation of any Director of the Company acting individually to execute and deliver, under their sole signature, on behalf of the Company, any documents necessary or useful in connection with the filing and registration of the 2012 Annual Accounts.

8. Acknowledgment and acceptance of the resignation of Ms Barbara SETA from her mandate of director of the Company.

9. Confirmation of the cooptation by the Board of Directors of Mr. David FINCH and appointment of Mr. David FINCH as a director of the Company as of 30 April 2013 and until his effective resignation from his mandate of Director.

10. Confirmation of the cooptation by the Board of Directors of Mr. Paul GREENE as of 26th September 2013 and appointment of Mr. Paul GREENE as director of the Company, for a period of six years or, if earlier, until the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles.

11. Confirmation of the cooptation by the Board of Directors of Mr. Jarard BLAKE as of 31 October 2013 and appointment of Mr. Jarard BLAKE as director of the Company, for a period of six years or, if earlier, until the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles.

12. Decision to reduce the Company's share capital by an amount of twenty-three thousand, nine hundred and ninety-five point two hundred and two Dollars (USD 23,995.202) in order to bring it from its current amount of one hundred and forty-two thousand, one hundred and thirty point two hundred and forty-nine Dollars (USD 142,130.249) to one

hundred and eighteen thousand, one hundred and thirty-five point forty-seven Dollars (USD 118,135.047) by cancellation of nine million, five hundred and ninety-eight thousand and eighty-one (9,598,081) Redeemable Preference Shares, which were purchased by the Company from UBS AG, Cayman Branch in order to comply with article 49-8 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915.

13. Amendment of article 6.2 of the Articles in order to reflect the reduction of the share capital.

14. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were unanimously taken by the Shareholders:

First resolution

The Shareholders resolve to approve the 2012 Annual Accounts.

Second resolution

The Shareholders resolve to acknowledge the report of the statutory auditor for the financial year ended on 31st December 2012 and to approve its content.

Third resolution

The Shareholders acknowledge that the 2012 Annual Accounts show a result for the financial year ending on 31st December 2012 consisting in a profit amounting to three hundred and fifty-seven thousand three hundred and five Dollars (USD 357,305.-) and resolve to carry forward such profit of three hundred and fifty-seven thousand three hundred and five Dollars (USD 357,305.-).

Fourth resolution

The Shareholders resolve to grant discharge to the members of the board of directors of the Company (the "Board of Directors") and to the statutory auditor for the exercise of their mandates until 31st December 2012, in particular, without limitation thereto, regarding the late convening of the shareholders' meeting by the members of the Board of Directors in order to approve the 2012 Annual Accounts.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to authorise the supervision of the Company by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) so that article 25 (Auditor) of the Articles shall be amended and shall read as follows:

" **25.1.** The Company is supervised by one or more statutory auditors (commissaire aux comptes) or independent auditors (réviseur d'entreprises agréé); in the latter case where such appointment is required by the law or where such appointment is permitted by law and chosen by the Company (the statutory auditor and independent auditor both referred to as the "Auditor").

25.2. The general meeting appoints the Auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six (6) years. In case the Auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

25.3. The Auditor(s) may be re-appointed."

Sixth resolution

Further to the above resolution, the Shareholders resolve to change the mandate of the current statutory auditor (commissaire aux comptes), Ernst and Young, into a mandate of independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The mandate will terminate at the Annual General Meeting of the shareholders to be held in 2019 or if earlier, on the date of the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles.

Seventh resolution

The Shareholders resolve to authorise any Director acting individually to execute and deliver, under her/ his sole signature, on behalf of the Company, any documents necessary or useful in connection with the filing and registration of the 2012 Annual Accounts.

Eighth resolution

The Shareholders acknowledge the resignation of Mrs Barbara SETA as director of the Company with effect as from 26th September 2013 and resolve to grant her discharge for the performance of her duties as director of the Company until such date to the extent legally permissible, such discharge to be confirmed during the Company's next shareholders' meeting resolving on the approval of its annual accounts for the year ending on 31 December 2013.

Ninth resolution

The Shareholders resolve to ratify the co-optation decided by the Board of Directors on 29th April 2013 and with effect as from 30th April 2013 of Mr David FINCH, born on 23rd November 1971 in United-Kingdom, residing profes-

sionally at UBS House, 227 Elgin Avenue George Town, KY1-1103 Cayman Islands as a director of the Company as replacement for Mr. Darren STEINROD and until the effective resignation of Mr. David FINCH from his mandate of Director on 30th September 2013.

The Shareholders acknowledge the resignations of Mr. David FINCH as director of the Company and resolve to grant him discharge for the performance of his duties as director of the Company until such date to the extent legally permissible, such discharge to be confirmed during the Company's next shareholders' meeting resolving on the approval of its annual accounts for the year ending on 31 December 2013.

Tenth resolution

Further to the resignations of Mrs. Barbara SETA and Mr. David FINCH as directors of the Company, the Shareholders resolve to ratify the co-optations decided by the Board of Directors:

(i) on 26th September 2013 and with effect as from 26th September 2013, of Mr Paul GREENE, born on 5 April 1967 in Long Branch, NJ, residing professionally at Europaallee 21, 8004 Zurich, Switzerland as a new director of the Company as replacement for Mrs Barbara SETA, and for a period of six years or, if earlier, until the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles; and

(ii) on 31st October 2013 and with effect as from 31st October 2013, of Mr. Jarard BLAKE, born on 18 February 1969 in West Bromwich (United- Kindgom), residing professionally at UBS House, 227 Elgin Avenue George Town, KY1-1103 Cayman Islands as a new director of the Company as replacement for Mr. David Finch and for a period of six years or, if earlier, until the Company's dissolution in accordance with article 3.1 of the Articles.

Eleventh resolution

The Shareholders resolve to reduce the Company's share capital by an amount of twenty-three thousand, nine hundred and ninety-five point two hundred and two Dollars (USD 23,995.202) in order to bring it from its current amount of one hundred and forty-two thousand one hundred and thirty point two hundred and forty-nine Dollars (USD 142,130.249) to one hundred and eighteen thousand, one hundred and thirty-five point forty-seven Dollars (USD 118,135.047) by the cancellation of nine million, five hundred and ninety-eight thousand and eighty-one (9,598,081) Redeemable Preference Shares in order to comply with article 49-8 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, and which were purchased by the Company from UBS AG, Cayman Branch on 21st November 2013.

Twelfth resolution

The Shareholders resolve to amend article 6.2 of the Articles, to reflect the above resolution, so that article 6.2 shall read as follows:

" **6. Share capital.**

[...]

6.2 The Company has a subscribed share capital of one hundred and eighteen thousand, one hundred and thirty-five point forty-seven Dollars (USD 118,135.047) and is divided into:

- forty-one million seven hundred and forty-seven thousand three hundred and thirty-eight (41,747,338) Ordinary Shares;
- two million one hundred and thirty-one thousand two hundred and eleven (2,131,211) Deferred "A" Shares; and
- three million six hundred and thirty-seven thousand four hundred and thirty-seven (3,637,437) Deferred "B" Shares; and, with no nominal value.

[...]"

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand six hundred fifty Euro (EUR 1,650.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'année deux mille treize, le treizième jour de décembre,

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A été tenue

l'assemblée générale des actionnaires d' UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA, une société anonyme sous forme de société de gestion de patrimoine familial, ayant son siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 82.100, constituée par un acte du notaire Maître Alphonse LENTZ, le 17 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C"), numéro 1094 en date du 1^{er} décembre 2001, page 52489 (la "Société"). Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par un constat notarié du notaire Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 22 novembre 2013, avec effet au 21 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société ("Assemblée") nomme Marc LIESCH, résidant professionnellement à Luxembourg, pour agir en tant que président.

Le président nomme comme secrétaire et l'Assemblée choisit comme scrutatrice Mélissa KDYEM, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société représentés (les "Actionnaires") et le nombre des actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les mandataires des Actionnaires, par le bureau de l'Assemblée et par le notaire. Ladite liste ainsi que les procurations sont signées ne varietur et seront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II. Il ressort de la liste de présence que 33.398.080 actions sur les 57.114.067 actions, représentant 58,47% du capital social de la Société, y compris les Actions A Différées, sont représentées à cette Assemblée.

III. Tous les Actionnaires déclarent avoir été informés en avance de l'ordre du jour de l'Assemblée et que les exigences et les formalités de convocation ont été respectées. L'Assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur les points figurant à l'ordre du jour:

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 (les "Comptes Annuels 2012").
2. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012.
3. Allocation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Quitus aux membres du Conseil d'Administration de la Société et du commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 2012, en particulier, sans limitation, concernant la convocation tardive de l'assemblée générale des actionnaires par les membres du Conseil d'Administration de la Société afin d'approuver les Comptes Annuels 2012.
5. Autoriser la surveillance de la Société par un réviseur d'entreprises agréé afin que l'article 25 (Réviseur de Comptes) des Statuts de la Société soit modifié et se lise comme suit:

" **25.1.** La Société est supervisée par un ou plusieurs commissaire aux comptes ou un ou plusieurs réviseur d'entreprise agréé, concernant cette dernière éventualité lorsqu'une telle nomination est requise ou permise par la loi et est choisie par la Société (le commissaire aux comptes et le réviseur d'entreprise sont dénommés ensemble le "Réviseur").

25.2. L'assemblée générale nomme le(s) Réviseur(s) et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La nomination ne peut pas cependant excéder une période de six (6) ans. Dans le cas où les Réviseurs sont élus sans indication de durée de leur mandat, ils sont réputés être élus pour six (6) ans à partir de la date de leur nomination.

25.3. Le(s) Réviseur(s) peuvent être réélus."
6. Modifier le mandat actuel de commissaire aux comptes, Ersnt and Young, en mandat de réviseur d'entreprises agréé. Le mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019 ou si plus tôt, à la date de dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts.
7. Autorisation de tout Administrateur de la Société agissant individuellement pour exécuter et délivrer, sous sa seule signature, au nom de la Société, tous les documents nécessaires ou utiles en lien avec l'enregistrement ou le dépôt des Comptes Annuels 2012.
8. Autorisation et acceptation de la démission de Mme Barbara SETA de son mandat d'administrateur de la Société.
9. Confirmation de la cooptation par le Conseil d'Administration de M. David FINCH et nomination de M. David FINCH en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 30 avril 2013 et jusqu'à la date de sa démission effective de son mandat d'administrateur.
10. Confirmation de la cooptation par le Conseil d'Administration de M. Paul GREENE avec effet au 26 septembre 2013 et nomination de M. Paul GREENE en tant qu'administrateur de la Société pour une période de six ans ou, au plus tôt, jusqu'à la dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts.

11. Confirmation de la cooptation par le Conseil d'Administration de M. Jarard BLAKE avec effet au 31 octobre 2013 et nomination de M. Jarard BLAKE en tant qu'administrateur de la Société pour une période de six ans ou, si plus tôt, jusqu'à la dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts.

12. Décision de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-quinze virgule deux cent deux Dollars Américains (USD 23.995,202) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante-deux mille cent trente virgule deux cent quarante-neuf Dollars Américains (USD 142.130,249) à cent dix-huit mille cent trente-cinq virgule zéro quarante-sept Dollars Américains (USD 118.135,047) par l'annulation de neuf millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-un (9.598.081) Actions Privilégiées Remboursables afin de se conformer avec l'article 49-8 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, et qui ont été achetées par la Société à UBS AG, Cayman Branch.

13. Modification de l'article 6.2 des Statuts afin de refléter la réduction du capital social.

14. Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité par les Actionnaires:

Première résolution

Les Actionnaires décident d'approuver les Comptes Annuels 2012.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident de prendre acte du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012 et d'en approuver le contenu.

Troisième résolution

Les Actionnaires prennent note que les Comptes Annuels 2012 montrent que le résultat pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2012 consiste en un profit d'un montant de trois cent cinquante-sept mille trois cent cinq Dollars Américains (USD 357.305,-) et décident de reporter à nouveau ledit profit d'un montant de trois cent cinquante-sept mille trois cent cinq Dollars Américains (USD 357.305,-).

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident de donner quitus aux membres du conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au 31 décembre 2012, en particulier, sans s'y limiter, concernant la convocation tardive de l'assemblée générale des actionnaires par les membres du Conseil d'Administration de la Société afin d'approuver les Comptes Annuels 2012.

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident d'autoriser la surveillance de la Société par un réviseur d'entreprises agréé afin que l'article 25 (Auditeur) des Statuts se lise comme suit:

" **25.1.** La Société est supervisée par un ou plusieurs commissaire aux comptes ou un ou plusieurs réviseur d'entreprise agréé, concernant cette dernière éventualité lorsqu'une telle nomination est requise ou permise par la loi et est choisie par la Société (le commissaire aux comptes et le réviseur d'entreprise sont dénommés ensemble le "Réviseur").

25.2. L'assemblée générale nomme le(s) Réviseur(s) et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La nomination ne peut pas cependant excéder une période de six (6) ans. Dans le cas où les Réviseurs sont élus sans indication de durée de leur mandat, ils sont réputés être élus pour six (6) ans à partir de la date de leur nomination.

25.3. Le(s) Réviseur(s) peuvent être réélus."

Sixième résolution

Suite à la précédente résolution, les Associés décident de changer le mandat de l'actuel commissaire aux comptes, ERSNT and Young, en un mandat de réviseur d'entreprises agréé. Le mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019, ou si plus tôt à la date de la dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts.

Septième résolution

Les Actionnaires décident d'autoriser tout Administrateur de la Société agissant individuellement pour exécuter et délivrer, sous sa seule signature, au nom de la Société, tous les documents nécessaires ou utiles en lien avec l'enregistrement ou le dépôt des Comptes Annuels 2012.

Huitième résolution

Les Actionnaires prennent acte de la démission de Madame Barbara SETA en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 26 septembre 2013 et décident de lui accorder quitus pour l'accomplissement de ses fonctions en tant qu'administrateur de la Société jusqu'à une telle date et dans la mesure légalement admise, un tel quitus sera confirmé lors de la

prochaine assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes de la société pour l'année se terminant le 31 décembre 2013.

Neuvième résolution

Les Actionnaires décident de ratifier la cooptation décidée par le Conseil d'Administration le 29 avril 2013 et avec effet au 30 avril 2013 de Monsieur David FINCH né le 23 novembre 1971 au Royaume-Uni, résidant professionnellement à UBS House, 227 Elgin Avenue George Town, KY1-1103 Iles Caïmans en tant qu'administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Darren STEINROD et jusqu'à la démission effective de Monsieur David FINCH de son mandat d'administrateur le 30 septembre 2013.

Les Actionnaires prennent acte de la démission de Monsieur David FINCH en tant qu'administrateur de la Société et décident de lui accorder quitus pour l'accomplissement de ses fonctions en tant qu'administrateur de la Société jusqu'à une telle date et, dans la mesure légalement admise, un tel quitus sera confirmé lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires décidant de l'approbation des comptes de la société pour l'année se terminant le 31 décembre 2013.

Dixième résolution

Suite aux démissions de Madame Madame SETA et Monsieur David FINCH en tant qu'administrateurs de la Société, les Actionnaires décident de ratifier les cooptations décidées par le Conseil d'Administration:

i. le 26 septembre 2013 et avec effet au 26 septembre 2013 de Monsieur Paul GREENE, né le 5 avril 1967 à Long Branch, NJ, résidant professionnellement à Europaallee 21, 8004 Zurich, Suisse en tant que nouvel administrateur de la Société en remplacement de Mme Barbara SETA et pour une période de six ans ou si plus tôt, jusqu'à la dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts;

ii. le 31 octobre 2013 et avec effet au 31 octobre 2013 de Monsieur Jarard BLAKE né le 18 février 1969 à West Bromwich (Royaume-Uni), résidant professionnellement à UBS House 227 Elgin Avenue George Town, KY1-1103 Iles Caïmans en tant que nouvel administrateur en remplacement de Monsieur David FINCH pour une période de six ans ou si plus tôt, jusqu'à la dissolution de la Société conformément à l'article 3.1 des Statuts.

Onzième résolution

Les Actionnaires décident de réduire le capital social de la Société par un montant de vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-quinze virgule deux cent deux Dollars Américains (USD 23.995,202) afin de le ramener de son montant actuel de cent quarante-deux mille cent trente virgule deux cent quarante-neuf centimes Dollars Américains (USD 142.130,249) à cent dix-huit mille cent trente-cinq virgule zéro quarante-sept Dollars Américains (USD 118.135,047) par l'annulation de neuf millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-un (9.598.081) Actions Privilégiées Remboursables afin de se conformer avec l'article 49-8 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, et qui ont été achetées par la Société à UBS AG, Cayman Branch en date du 21 novembre 2013.

Douzième résolution

Les Actionnaires décident de modifier l'article 6.2 des Statuts, afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de telle sorte que l'article 6.2 se lise désormais comme suit:

" 6. Capital social.

[...]

6.2 La Société possède un capital social souscrit de cent dix-huit mille cent trente-cinq virgule zéro quarante-sept Dollars Américains (USD 118.135,047) divisé en:

- quarante et un millions sept cent quarante-sept mille trois cent trente-huit (41.747.338) Actions Ordinaires;
- deux millions cent trente et un mille deux cent onze (2.131.211) Actions «A» Différées»;
- trois millions six cent trente-sept mille quatre cent trente-sept (3.637.437) Actions «B» Différées; et sans valeur nominale.

[...]"

Coûts

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société suite au présent acte sont estimés approximativement à mille six cent cinquante euros (EUR 1.650,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que les personnes comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la requête des mêmes personnes comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date mentionnée en en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. LIESCH, M. KDYEM., C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2013. LAC/2013/57790. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 12 février 2014.

Référence de publication: 2014025026/337.

(140029742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Action Holdings 1 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 182.446.

Rectificatif de l'acte déposé le 12.12.2013, L130211913

In the year two thousand and thirteen, on the second of December.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Action Investment GP & Co S.C.A., a limited partnership incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, here represented by its general partner Action Investment GP S.à r.l. (formerly known as Sandy Holdings S.à r.l.), a limited liability company having its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B181581

here represented by Mr Stefan LAMBERT, employee, residing professionally at L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund,

by virtue of a proxy given to him on the 29th of November 2013.

Said proxy shall be signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such proxy holder, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which the prenamed party declared to form:

Title I. - Denomination - Registered office - Object-duration

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Action Holdings 1 (Lux) S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

The Company may redeem its own shares provided that it has sufficient distributable reserves for such purpose or the redemption results from a reduction of its share capital.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by a sole manager or a board of managers appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders. The sole manager or the members of the board of managers may but need not be shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be. *Vis-à-vis* third parties the sole manager or the board of managers as the case may be, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relating to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The board of managers may elect a chairman and one or more vice chairman.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board of managers by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Meetings of the board of managers shall be called by the chairman of the board of managers or any one board member. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the notice period may be shortened and the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted if all members of the board of managers are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. Such notice may also be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication either before or after the meeting. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the members of the board of managers of the Company (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the signature of any one manager or as decided by the board of managers.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one manager or as may be resolved by the board of managers at the relevant meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial

proceedings or otherwise shall be signed by any one manager, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

The Company will be bound, in case of single manager, by the signature of the sole manager, and in case of plurality of manager, by the joint signature of any two managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager, by the board of managers or by any two managers (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail or by e-mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company or by e-mail. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter or e-mail, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by a majority of the shareholders representing at least three quarters of the issued share capital and decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting shall be held on first Tuesday of the month of June at 10:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st July of a given year and ends on 30th June of the following year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the annual net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance of the annual net profit may be distributed as dividend to the shareholders or otherwise transferred to a reserve account, or carried forward in accordance with the relevant legislation upon decision of a general meeting of shareholders.

The manager, or, as the case may be, the board of managers may decide to pay interim dividends at any time, subject to the following conditions:

- (i) statement of accounts are drawn up by the manager, or as the case may be the board of managers;
- (ii) the statement of accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the manager, or as the case may be the board of managers has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must refund the excess to the Company if so required by the manager, or as the case may be the board of managers..

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing party subscribed and entirely paid-up twenty thousand shares (20,000) shares as follows:

Subscriber	number of shares
Action Investment GP & Co S.C.A. prenamed	<u>20,000</u>
TOTAL:	20,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand United States Dollars (20,000) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 30th June 2014.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named sole shareholder took the following resolutions:

- 1) The number of managers is fixed at five (5).
- 2) Are appointed as managers for an unlimited period of time:
 - a. Mrs Karen Matsushima King, born in California (United States of America), on July 21st, 1972, with professional address at 2775 Sand Hill Road, Suite 100, Menlo Park, CA 94025, United States of America
 - b. Mrs Seda Yalçinkaya, born in Istanbul (Turkey), on June 7th, 1973, with professional address at Broadbent House, 65 Grosvenor Street, London W1K 3JH, United Kingdom

c. Mr Andrias Joseph Wagner, born in Connecticut (United States of America), on July 14th, 1956, with professional address at 9 West 57th Street, 32nd Floor, New York, NY 10019, United States of America

d. Mr Stefan Lambert, born in Trier (Germany), on January 8th, 1964, with professional address at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg; and

e. Dr. Wolfgang Zettel, born in Constance (Germany), on November 15th, 1962, with professional address at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3) The Company shall have its registered office at 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the representative of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the representative of the appearing parties, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Action Investment GP & Co S.C.A., une société en commandite par actions régie par le droit luxembourgeois ayant son siège social au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ici représentée par son gérant et associé commandité Action Investment GP S.à r.l. (anciennement Sandy Holdings S.à r.l.) une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois ayant son siège social au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B181581

ici représentée par Monsieur Stefan LAMBERT, Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund,

en vertu d'une procuration lui donnée le 29 novembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, resteront annexée au présent acte pour être enregistrée avec celles-ci.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire soussigné de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée a déclaré constituer:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les parties comparantes et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Action Holdings 1 (Lux) S.à r.l." (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris vers le haut et sur le coté), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières ainsi que toutes transactions qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurera une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (20.000.- USD) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis d'Amérique (1.- USD) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible est distribuable.

La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément donné par les associés représentant au moins soixante-quinze (75%) pourcent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un gérant unique ou un conseil de gérance nommé en tant qu'organe collégial par l'assemblée générale des associés. Le gérant unique ou les membres du conseil de gérance peut/peuvent ou non être associé(s).

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous actes de disposition et d'administration en relation avec les objets de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant. Vis-à-vis des tiers le gérant unique ou le conseil de gérance le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et de faire, d'autoriser et d'approuver tous les actes et opérations relatives à la Société non réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou tels qu'ils peuvent être prévus dans les statuts.

Le conseil de gérance peut élire un président et un ou plusieurs vice-président(s).

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président du conseil de gérance ou un membre du conseil. Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la durée de l'avis peut être raccourci et la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra également être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire soit avant ou après ladite réunion. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins une majorité des gérants et présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des membres du conseil de gérance de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les

résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature d'un gérant ou tel qu'il est décidé par le conseil de gérance.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par un gérant ou tel qu'il peut en être décidé par le conseil de gérance lors de la réunion. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par un gérant, ou tel qu'il peut en être décidé lors de la réunion ou lors d'une réunion ultérieure.

La Société sera engagée en cas de gérant unique, par la signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute personne ou de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique, par le conseil de gérance ou par deux gérants (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant: (i) en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction; (ii) pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter à toute assemblée des associés par un mandataire spécial.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où cela est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution circulaire valable (le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées sont convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée ou e-mail aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'entière du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou par e-mail. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée ou e-mail, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par une majorité des associés représentant au moins trois-quarts du capital social émis et les décisions concernant le changement de nationalité de la Société doivent être prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment et aussi longtemps que la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés l'assemblée générale annuelle sera tenue le premier mardi du mois de juin de chaque année à 10:00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Ce bénéfice net peut être versé aux associés en tant que dividende, affecter à un compte de réserve ou reporter conformément aux dispositions légales applicables sur décision de l'assemblée générale des associés.

Le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance peut, à tout moment, décider de payer des acomptes sur dividendes sous les conditions suivantes:

- (i) un état comptable doit être préparé par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance,
- (ii) cet état comptable doit montrer qu'il existe des profits et des réserves distribuables suffisants pour une distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Si les dividendes intérimaires distribués excèdent les profits distribuables au terme de l'exercice social, le gérant et le cas échéant, le conseil de gérance, est en droit de demander le remboursement des dividendes ne correspondant pas aux profits réalisés, et les associés doivent rembourser le trop-perçu à la Société, tel que demandé par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par une décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Au cas où la Société est dissoute, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les vingt mille (20.000) parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales
Action Investment GP & Co S.C.A. prénommée	20.000
TOTAL:	20.000

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées par paiement en numéraire de sorte que la somme de vingt mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (20.000.- USD) est à la disposition de la Société. Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 30 juin 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

Résolutions de l'associé unique

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé unique prénommé a immédiatement pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre de gérants est fixé à cinq (5).

2) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

a. Madame Karen Matsushima King, née en Californie (Etats-Unis d'Amérique), le 21 juillet 1972, avec adresse professionnelle à 2775 Sand Hill Road, Suite 100, Menlo Park, CA 94025, Etats-Unis d'Amérique;

b. Madame Seda Yalçinkaya née à Istanbul (Turquie), le 7 Juin 1973, avec adresse professionnelle à Broadbent House, 65 Grosvenor Street, Londres W1K 3JH, Royaume-Uni;

c. Monsieur Andrias Joseph WAGNER, né en Connecticut (Etats-Unis d'Amérique), le 14 juillet 1956, avec adresse professionnelle à 9 West 57th Street, 32nd Floor, New York, NY 10019, Etats-Unis d'Amérique;

d. Monsieur Stefan LAMBERT, né à Trêves (Allemagne), le 8 janvier 1964, avec adresse professionnelle au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg; et

e. Dr. Wolfgang Zettel, né à Constance (Allemagne), le 15 novembre 1962, avec adresse professionnelle au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3) Le siège social de la société est établi au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du représentant de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande du même représentant il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au représentant des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état et demeure, ladite personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Lambert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55777. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014025102/462.

(140030779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

Medina Financial Markets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 177.251.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of January,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

A. Darby Converging Europe Fund III (SCS) Sicar, a limited partnership ("société en commandite simple") having the status of a "société d'investissement à capital risque", incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Companies Register of Luxembourg under the number B 164.443,

B. ARX CEE III L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Guernsey, with registered office at 9, Castle Street, bâtiment Elizabeth House, JE-JE23RT11 St Helier and registered with the Companies Register of Jersey under the number 1086,

C. ATC (Switzerland) S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at rue du Rhône 59, CH-1204, Genève, Switzerland, registered with the Companies Register under the number CH-660.0.963.003-4,

D. Nakina Finance S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Companies Register of Luxembourg under the number B 173.268,

(A. to D. here-above being referred to as the "Shareholders"),

E. Mr Gerard Lenihan, born in Dublin, Ireland on 1 April 1962, with his professional address at 26b Laborc utca Budapest Hungary, a national of Ireland, holder of passport number PT2552187,

(E. here-above being referred to as the "Subscriber"),

each hereby represented by Me Elisa Faraldo, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of proxies under private seal given on January 17, 2014.

The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as above stated, declare that they currently hold all the twelve thousand five hundred (12,500) shares of Medina Financial Markets S.à r.l, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed on 30 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1613 dated 5 July 2013 (the "Company"), with registered office at 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Companies' Register of Luxembourg under the number B 177.251, The Company's articles of incorporation (the "Articles") have not been amended.

The appearing parties, duly represented, being the shareholders of the Company, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To create two (2) classes of shares, the class 1 preference shares and the class 2 preference shares.
2. To increase the Company's share capital with an amount of forty euro (EUR 40.-), in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of twelve thousand five hundred forty euro (EUR 12,540.-).
3. To issue twenty (20) class 1 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.) each and twenty (20) class 2 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.) each, having the rights and privileges set out in the Company's articles of association and entitling to dividends as from the day of the decision of the Shareholders on the proposed capital increase.
4. To accept the subscription by Mr Gerard Lenihan of twenty (20) class 1 preference shares and twenty (20) class 2 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each as well as the payment of an aggregate share premium of one thousand nine hundred sixty Euro (EUR 1,960.-) by a contribution in cash.
5. To amend the first paragraph of article 6 of the Articles of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 4).
6. Miscellaneous.

First resolution

The Shareholders resolved to create two (2) classes of shares, the class 1 preference shares and the class 2 preference shares.

Second resolution

The Shareholders resolved to increase the Company's share capital with an amount of forty euro (EUR 40.-), in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of twelve thousand five hundred and forty euro (EUR 12,540.-).

Third resolution

The Shareholders resolved to issue twenty (20) class 1 preference shares and twenty (20) class 2 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having the rights and privileges set out in the Company's articles of association and entitling to dividends as from the day of the decision of the Shareholders on the proposed capital increase and to accept the subscription and payment as follows:

Subscription / Payment

Thereupon, now appears Mr Gerard Lenihan, prenamed, represented as stated above, who declared through his proxyholder to subscribe to twenty (20) class 1 preference shares and twenty (20) class 2 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.) each, and to fully pay these new shares together with a share premium of in an amount of one thousand nine hundred and sixty euro (EUR 1,960.-), by a contribution in cash in the aggregate amount of two thousand euro (EUR 2,000.-).

The Shareholders resolved to accept this subscription and payment and acknowledged that the newly issued twenty (20) class 1 preference shares and twenty (20) class 2 preference shares with a nominal value of one euro (EUR 1.) each as well as an aggregate share premium of one thousand nine hundred sixty Euro (EUR 1,960.-) have been entirely paid in cash and that the Company has at its disposal the total amount of two thousand Euro (EUR 2,000.-), proof of which was given to the undersigned notary who expressly confirmed and recorded this statement.

Fourth resolution

The shareholders resolved to amend the first paragraph of article 6 of the Articles of the Company which shall forthwith read as follows:

"Capital. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred forty] Euros [(EUR 12,540.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), twenty (20) class 1 preference shares (the "Class 1 Preference Shares") and twenty (20) class 2 preference shares (the "Class 2 Preference Shares" and hereafter together with the Class 1 Preference Shares, the "Preference Shares"), each with a par value of one euro (EUR 1)."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties' proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing parties' proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt et unième jour du mois de janvier,

par devant Maître Marc Loesch, notaire, de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

A. Darby Converging Europe Fund III (SCS) Sicar, une société en commandite simple ayant le statut d'une société d'investissement à capital risque, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec le siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.443,

B. ARX CEE III L.P., une société limitée constituée sous les lois du Guernsey, avec le siège social au 9, Castle Street, bâtiment Elizabeth House, JE-JE23RT11 St Helier et enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1086,

C. ATC (Switzerland) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois de la Suisse, avec le siège social au rue du Rhône 59, CH-1204, Genève, Suisse, enregistrée auprès du Registre des Sociétés sous le numéro CH-660.0.963.003-4,

D. Nakina Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec le siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.268,

(A. à D. ci-dessus étant désignés comme des "Associés"),

E. M. Gerard Lenihan, né à Dublin, Irlande le 1 avril 1962, ayant son adresse professionnelle au 26b Laborc utca Budapest, Hongrie, un ressortissant irlandais, détenteur du passeport numéro PT2552187,

(E. ci-dessus étant désigné comme le "Souscripteur"), chacun représenté par Maître Elisa Faraldo, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu de procurations sous seing privé données le 17 janvier 2014.

Lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour les besoins d'enregistrement.

Les Associés, représentés comme décrit ci-dessus, déclarent détenir toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de Medina Financial Markets S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg par un acte notarié en date du 30 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1613 daté du 5 juillet 2013 (la "Société"), avec le siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.251. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont pas été modifiés.

Les parties comparantes, dument représentées, en tant qu'associés de la Société, ayant reconnu être entièrement informées des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. De créer deux (2) classes de parts sociales, les parts sociales préférentielles de classe 1 et les parts sociales préférentielles de classe 2.

2. D'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante euros (EUR 40.-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) au montant de douze mille cinq cent quarante euros (EUR 12.540.-).

3. D'émettre vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les droits et privilèges indiqués dans les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes à partir du jour de la décision des Associés sur l'augmentation du capital proposée.

4. D'accepter la souscription par M. Gerard Lenihan aux vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 et vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune ainsi que le paiement d'une prime d'émission d'un mille neuf cent soixante euros (EUR 1.960,-) par en apport en numéraire.

5. De modifier le premier paragraphe de l'article 6 des Statuts de la Société afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1) à 4).

6. Divers.

Première résolution

Les Associés ont décidé de créer deux (2) classes de parts sociales, les parts sociales préférentielles de classe 1 et les parts sociales préférentielles de classe 2.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quarante euros (EUR 40,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) au montant de douze mille cinq cent quarante euros (EUR 12.540,-).

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 et vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les droits et privilèges indiqués dans les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes à partir du jour de la décision des Associés sur l'augmentation du capital proposée et d'accepter la souscription et le paiement comme suit:

Souscription / Paiement

Intervient ensuite Monsieur Gerard Lenihan, prénommé, représenté comme indiqué ci-dessus, lequel a déclaré par son mandataire, souscrire aux vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 et aux vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et intégralement payer ces nouvelles parts sociales ensemble avec une prime d'émission d'un montant de mille neuf cent soixante euros (EUR 1.960,-), par un apport en numéraire d'un montant total de deux mille euros (EUR 2.000,-).

Les Associés ont décidé d'accepter cette souscription et paiement et ont reconnu que les nouvellement émises vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 et vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune ainsi qu'une prime d'émission de mille neuf cent soixante euros (EUR 1.960,-) ont été intégralement payées en numéraire et que la Société a à sa disposition un montant total de deux mille euros (EUR 2.000,-), dont la preuve a été donnée au notaire soussigné qui a expressément confirmé et enregistré cette déclaration.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des Statuts de la Société qui désormais aura la teneur suivante:

«Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent quarante euros (EUR 12.540,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires"), vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 1 (les "Parts Sociales Préférentielles de Classe 1") et vingt (20) parts sociales préférentielles de classe 2 (les "Parts Sociales Préférentielles de Classe 2" et ci-après avec les Parts Sociales Préférentielles de Classe 1, les "Parts Sociales Préférentielles"), chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1).»

Estimation des coûts

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête de l'acte.

L'acte ayant été lu au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par nom, prénom, usuel, état civil et demeure, le mandataire des parties comparantes a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: E. Faraldo, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 27 janvier 2014. REM/2014/247. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014025499/187.

(140030443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.918.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am dreizehnten Tag des Monats Dezember,
sind vor Uns, der unterzeichnenden Notarin Maître Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum
Luxemburg,

ERSCHIENEN:

CORPUS SIREO Investment Residential Holding GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft deutschen Rechts, mit Sitz in
Aachener Straße 186, D-50931 Köln, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Köln unter der Nummer HRA
26442, die 2 Anteile des Kapitals der Gesellschaft hält,

hier vertreten durch Herrn Raymond THILL, mit Geschäftsadresse in L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo,
Großherzogtum Luxemburg, aufgrund am 23. Dezember 2013 privatrechtlich erteilter Vollmacht; und

CORPUS SIREO Investment Residential GmbH, eine Gesellschaft deutschen Rechts, mit Sitz in Aachener Straße 186,
D-50931 Köln, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Köln unter der Nummer HRB 66701, die 23 Anteile des
Kapitals der Gesellschaft hält,

hier vertreten durch Herrn Raymond THILL, mit Geschäftsadresse in L-1750 Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo,
Großherzogtum Luxemburg, aufgrund am 23. Dezember 2013 privatrechtlich erteilter Vollmacht; und

Besagte Vollmachten, welche von dem Stellvertreter der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne
varietur unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die Erschienenen sind die Gesellschafterinnen (die "Gesellschafterinnen") von "CORPUS SIREO Investment Residential
No. 21 S.à r.l." einer société à responsabilité limitée mit Gesellschaftssitz in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg,
Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B
131.918 (die "Gesellschaft"), die gemäß einer notariellen Urkunde der Notarin Martine Schaeffer, mit Amtssitz zu Lu-
xemburg vom 16. August 2007 gegründet und deren Satzung am 24. Oktober 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés
et Associations (das "Mémorial") unter Nummer 2402, Seite 115.277 veröffentlicht wurde (die "Satzung"). Die Satzung
der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch notarielle Urkunde der Notarin Martine Schaeffer vom 9. November
2007 und am 31. Dezember 2007 im Mémorial unter Nummer 3024, Seite 145.145 veröffentlicht.

Die Erschienenen, vertreten wie eingangs erwähnt, ersuchen den unterzeichnenden Notar, folgende Erklärungen zu
beurkunden:

Tagesordnung

1.1 Zu beschließen, die Satzung komplett abzuändern und wie folgt festzulegen:

" **1. Rechtsform und Name der Gesellschaft.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch:

(a) den alleinigen Geschäftsführer (definiert in Artikel 9.2), sofern die Gesellschaft nur einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(b) den Rat der Geschäftsführer (definiert in Artikel 9.3) für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inneroder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter (im Folgenden die "Hauptversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 14.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der ordnungsgemäße Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der

Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird entsprechend durch die alleinigen Geschäftsführer oder durch den Rat der Geschäftsführer getroffen.

2.4 Niederlassungen oder andere Repräsentanzen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck ist:

3.1 der An- und Verkauf, die Bewirtschaftung - inklusive Vermietung und Verpachtung - und die Betreuung von Immobilien in allen Rechts- und Nutzungsformen, darunter Miet-, Eigentumswohnungen und Eigenheime sowie der An- und Verkauf von Beteiligungen, von Gesellschaften und von sonstigen Unternehmen, die sich mit dem Wohnungsbau und der Verwaltung von Wohnungen beschäftigen, ohne dass die Gesellschaft berechtigt ist, die nach § 34 c der deutschen Gewerbeordnung vorgesehenen Geschäfte zu betreiben.

3.2 Die Gesellschaft kann alle Geschäfte betreiben, die dem Gesellschaftszweck unmittelbar und/oder mittelbar zu dienen geeignet sind oder die die Entwicklung des Unternehmens fördern. Die Gesellschaft darf sich an anderen in- und/oder ausländischen Gesellschaften, die den gleichen oder ähnlichen Geschäftszweck verfolgen, beteiligen und/oder die Geschäftsführung und/oder persönliche Haftung übernehmen.

3.3 Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten und/oder Unternehmen mit gleichem oder ähnlichem Gesellschaftszweck gründen bzw. erwerben.

3.4 Alle vorgenannten Tätigkeiten der Gesellschaft können jedoch nur im Rahmen der Bestimmungen des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung ausgeübt werden.

4. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in fünfundzwanzig (25) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfhundert Euro (EUR 500,-) (die "Anteile"). Der Begriff "Gesellschafter" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Anteilsinhaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Anteilsaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet die Hauptversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Anteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von der Hauptversammlung gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

5.4 Alle Anteile haben dieselben Rechte.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Anteile erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital und/oder das genehmigte Kapital herabsetzen.

6. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 In begründeten Einzelfällen können mehrere Personen als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden. Voraussetzung dafür ist, dass alle Anteilsinhaber die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll. Die Gesellschaft wird diesen Anteilsinhaber so behandeln, als ob er der einzige Inhaber sei. Dies gilt auch im Hinblick auf Abstimmungen, Dividenden oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung der Anteile.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Anteilseigner hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Sofern die Gesellschaft mehr als einen Anteilseigner hat, gilt, dass die Übertragung von Anteilen den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915 unterliegt.

7.3 Für den Fall der entgeltlichen Veräußerung eines Anteils an einen Erwerber, der nicht Gesellschafter ist, sind die übrigen Gesellschafter berechtigt, den Anteil zu einem Preis, der der vereinbarten Gegenleistung entspricht, im Verhältnis ihrer Anteile käuflich zu erwerben. Macht ein Gesellschafter von seinem Vorerwerbsrecht keinen Gebrauch, wächst es den übrigen Gesellschaftern im Verhältnis ihrer Geschäftsanteile zu. Der Veräußerer hat den Inhalt des mit dem Erwerber geschlossenen Vertrages unverzüglich den übrigen Gesellschaftern mitzuteilen. Das Vorerwerbsrecht kann nur bis zum Ablauf eines Monats seit Empfang dieser Mitteilung bzw. der Mitteilung, dass die anderen Gesellschafter von ihrem Vorerwerbsrecht keinen Gebrauch machen, durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Veräußerer ausgeübt werden. Die vorstehenden Regelungen gelten bei der entgeltlichen Veräußerung eines Anteils an einen von mehreren Gesellschaftern entsprechend, wobei das Erwerbsrecht dann auch diesem Mitgesellschafter - allerdings nur anteilig - gemäß den vorstehenden Bestimmungen zusteht.

8. Organe der Gesellschaft. Die Organe der Gesellschaft sind

- die Geschäftsführung,

- die Gesellschafterversammlung,
- das Executive Committee („EC“), soweit ein EC gemäß Artikel 15 eingerichtet wird.

9. Geschäftsführung.

9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") verwaltet, der/die durch Beschluss der Gesellschafter im Einklang mit dem Luxemburger Recht und dieser Satzung ernannt wird/werden.

9.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, so wird dieser als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

9.3 Sofern die Gesellschaft zeitweise eine Mehrzahl von Geschäftsführern aufweist, werden diese im Folgenden als "Rat der Geschäftsführer" (conseil de gérance) bezeichnet.

9.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit aufgrund eines beliebigen Grundes durch einen Beschluss der Anteilhaber entlassen werden, welcher im Einklang mit dieser Satzung und dem Luxemburger Recht steht.

10. Befugnisse der Geschäftsführung. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer ist befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

11. Rechtmässige Vertretung. Die Gesellschaft wird, gemäß dem Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung, gegenüber Dritten wie folgt vertreten und/oder wirksam verpflichtet:

11.1 sofern die Gesellschaft lediglich einen alleinigen Geschäftsführer hat, so vertritt dieser die Gesellschaft;

11.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch zwei Geschäftsführer;

11.3 durch eine beliebige andere Person, sofern dieser entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 12 übertragen worden sind.

11.4 Der alleinige Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer bedürfen zu allen Geschäften, die nach Art und/oder Umfang nicht zum gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft gehören, der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

11.5 Außerdem ist die Zustimmung der Gesellschafterversammlung einzuholen - außer bei Gefahr im Verzug -, wenn und soweit es nach diesem Gesellschaftsvertrag und/oder einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung - jeweils in der aktuellen Fassung - oder einer Weisung der Gesellschafterversammlung ausdrücklich vorgeschrieben ist.

12. Ad-hoc Bevollmächtigte. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, jeweils zwei Geschäftsführer, können ihre Befugnisse für bestimmte Aufgaben jeweils auf einen oder mehrere Ad-Hoc Bevollmächtigte übertragen. Sie legen diesbezüglich sowohl die Dauer der Vertretung, den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig) als auch jede andere Bedingung festlegen.

13. Geschäftsführerversammlung.

13.1 Jeder Geschäftsführer kann eine Geschäftsführerversammlung ("Geschäftsführerversammlung") einberufen.

13.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorab schriftlich oder in der entsprechenden Geschäftsführerversammlung auf die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten verzichtet haben.

13.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (unbeschadet etwaiger Quorumfordernisse), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung persönlich anwesend sind oder aber unter der Voraussetzungen des Artikels 13.5 persönlich an der Geschäftsführerversammlung teilnehmen.

13.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. In jedem Fall müssen jedoch zwei Mitglieder des Rates der Geschäftsführer an der Beratung und Beschlussfassung teilnehmen. Die Entscheidungen der Geschäftsführerversammlung werden durch einfache Mehrheit der gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

13.5 Ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Alle in dieser Weise teilnehmenden Personen als persönlich in der Sitzung anwesend, werden im Quorum mitgezählt und können ihre Stimme abgeben. Alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigt werden, gelten nach Maßgabe des Luxemburger Rechts im Sinne dieser Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt. Dies gilt auch dann, wenn weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Anzahl von Geschäftsführern (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind.

13.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig und steht einem Beschluss, der in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Geschäftsführerversammlung gefasst wurde, gleich. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

13.7 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigen

14. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Anteil, dessen Inhaber er ist.

14.2 Vorbehaltlich der Regelungen in der Artikeln 14.3, 14.4 und Artikel 18 sind Beschlüsse der Gesellschafter nur wirksam, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens die Hälfte der Anteile halten. Soweit diese Anzahl bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten schriftlichen Beschluss nicht erreicht wird, sollen die Gesellschafter ein zweites Mal per Einschreiben einberufen oder konsultiert werden. Die Entscheidung kann sodann mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen ergehen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile.

14.3 Die Verpflichtung eines Gesellschafters zur Erhöhung seiner Beteiligung gegenüber an der Gesellschaft sowie die Änderung der Nationalität der Gesellschaft können nur durch einen einstimmigen Beschluss erfolgen.

14.4 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 14.3 werden Beschlüsse, die die Änderung dieser Satzung zum Gegenstand haben (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), soweit nichts anderes bestimmt ist, von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in einfacher Mehrheit beschlossen.

14.5 Ein Beschluss, der die Auflösung oder die Art der Liquidierung der Gesellschaft zum Gegenstand hat, muss im Einklang mit Luxemburger Recht verabschiedet werden.

14.6 Die Einberufung der Hauptversammlung der Gesellschafter ("Hauptversammlung") erfolgt durch wenigstens einen der Geschäftsführer mit einfachem Brief unter Angabe der Tagesordnung, der Tageszeit und des Tagungsortes mit einer Frist von mindestens zwei Wochen.

14.7 Eine Hauptversammlung kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Hauptversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

14.8 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Gesellschafter zu sein braucht, benennt.

14.9

14.9.1 Soweit die Anzahl der Gesellschafter 25 nicht übersteigt, können Beschlüsse, anstatt auf Gesellschafterversammlungen, auch schriftlich ergehen. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Text der zu fassenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

14.9.2 Die Mehrheitserfordernisse, die im Hinblick auf die Verabschiedung von Beschlüssen auf Gesellschafterversammlungen gelten, finden auch auf schriftliche Beschlüsse entsprechend Anwendung (mutatis mutandis). Ausgenommen dort, wo dies aufgrund der Bestimmungen des Luxemburger Rechts notwendig ist, bestehen keine besonderen Quorums- und Beschlussfähigkeitsanforderungen in Bezug auf die Verabschiedung von schriftlichen Beschlüssen. Die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter sollen mit dem Eingang der Originale (oder von per Fax oder Email gesendeten Kopien) der Stimmabgaben der Gesellschafter, vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 13.8.1 und 13.8.2, als gültig verabschiedet gelten, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben.

15. Executive Committee.

15.1 Die Gesellschafterversammlung kann der Gesellschaft ein Executive Committee ("EC") geben.

15.2 Das EC ist ein weiteres Kontrollorgan der Gesellschaft neben der Gesellschafterversammlung und besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, soweit die Gesellschafterversammlung nicht eine andere Anzahl beschließt.

15.3 Die Mitglieder des EC werden durch Gesellschafterbeschluss in das EC gewählt. Die Gesellschafterversammlung ist jederzeit und nach ihrem freien Ermessen berechtigt, die gewählten Mitglieder abzurufen und neue Mitglieder zu wählen.

15.4 Die Amtszeit der Mitglieder des EC wird durch Gesellschafterbeschluss festgelegt. Jedes Mitglied kann sein Amt auch ohne wichtigen Grund durch schriftliche Erklärung gegenüber der Geschäftsführung der Gesellschaft mit einer Frist von einem Monat niederlegen.

15.5 Das EC wählt aus seiner Mitte für seine Amtszeit oder eine kürzere von ihm bestimmte Frist einen Vorsitzenden. Die Wahl des Vorsitzenden erfolgt im Anschluss an die Bestellung der Mitglieder, ohne dass es für diese Sitzung des EC einer besonderen Einladung der Mitglieder bedürfte. Der Vorsitzende vertritt das EC bei der Abgabe und Entgegennahme von Erklärungen sowie sämtlichen Handlungen und Maßnahmen, die zur Durchführung der Beschlüsse des EC erforderlich oder nützlich sind.

15.6 Aufgaben, Befugnisse und Verantwortung des EC ergeben sich - soweit gesetzlich zulässig und nicht anders von der Gesellschafterversammlung beschlossen - aus diesem Gesellschaftsvertrag und aus der Kompetenzordnung für das

EC, soweit eine solche von der Gesellschafterversammlung beschlossen wird. Die Gesellschafterversammlung kann Aufgaben und Befugnisse, die sie auf das EC übertragen hat, jederzeit durch Gesellschafterbeschluss wieder an sich ziehen.

15.7 Das EC ist - soweit gesetzlich zulässig und nicht anders von der Gesellschafterversammlung beschlossen - berechtigt, aber nicht verpflichtet, in allen Angelegenheiten der Gesellschaft, die der Beschlussfassung durch die Gesellschafterversammlung unterliegen, Beschlüsse zu fassen, ausgenommen Gegenstände, über die nach dem Gesetz mit einer Mehrheit von $\frac{3}{4}$ der abgegebenen Stimmen zu beschließen ist. Diese sind solange für alle Organe der Gesellschaft bindend, bis sie durch einen Beschluss des EC oder der Gesellschafterversammlung abgeändert oder aufgehoben werden. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind für das EC bindend und können durch das EC nicht geändert oder aufgehoben werden.

15.8 Das EC berät die Geschäftsführung in allen Angelegenheiten der Geschäftsleitung, insbesondere in finanziellen Angelegenheiten und bei strategischen Entscheidungen der Gesellschaft. Die Geschäftsführung berichtet regelmäßig an das EC und erteilt auf dessen Anfrage Auskünfte an das EC. Das EC ist berechtigt, eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführung (Geschäftsordnung) zu erlassen. Die Geschäftsordnung kann insbesondere vorsehen, bestimmte Rechtshandlungen der Geschäftsführung der vorherigen Zustimmung des EC zu unterwerfen.

15.9 Das EC ist unverzüglich einzuberufen, wenn dies zum Wohl der Gesellschaft erforderlich ist oder ein Mitglied des EC oder die Geschäftsführung die Einberufung unter Angabe des Zwecks und der Gründe verlangt, mindestens jedoch einmal im Jahr. Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden. Die Frist für die Einberufung beträgt eine Woche und kann in dringenden Fällen vom Vorsitzenden auf zwei Geschäftstage reduziert werden. Das EC kann auf die Einhaltung der Formen und Fristen verzichten.

15.10 Das EC ist beschlussfähig, wenn die Hälfte der Mitglieder, aus denen das EC insgesamt zu bestehen hat, an der Beschlussfassung teilnimmt; in jedem Fall müssen jedoch zwei Mitglieder an der Beschlussfassung teilnehmen. Beschlüsse des EC werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Beschlüsse des EC werden in Sitzungen gefasst. Zulässig ist auch jede andere Art der Abstimmung außerhalb einer Sitzung, insbesondere im Umlaufverfahren in schriftlicher Form, mündlich oder per Telefon, Telefax oder E-Mail.

15.11 Über die Sitzungen des EC sowie die außerhalb von Sitzungen gefassten Beschlüsse des EC ist ein Protokoll anzufertigen, das vom Protokollführer und bei außerhalb von Sitzungen gefassten Beschlüssen auch von dem Vorsitzenden des EC zu unterzeichnen ist.

15.12 Die Gesellschafterversammlung kann bestimmen, dass die Mitglieder des EC für ihre Tätigkeit eine Vergütung oder einen Ersatz ihrer Auslagen erhalten.

16. Geschäftsjahr.

16.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres.

16.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als 25 Gesellschafter hat, hat gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 mindestens einmal im Jahr eine Hauptversammlung zu erfolgen; diese findet am 9. Mai um 16.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort statt. Fällt dieser Tag auf einen Tag, der kein Geschäftstag ist, wird die Generalversammlung am nächsten Geschäftstag abgehalten.

17. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

17.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals entspricht

17.2 Vorausgesetzt, dass es nach Luxemburger Recht und durch diese Satzung erlaubt ist, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital an die jeweiligen Gesellschafter nach Maßgabe der jeweiligen Rechte durch einen Beschluss der Hauptversammlung vorgeschlagen werden.

17.3 Der alleinige Geschäftsführer oder gegebenenfalls der Rat der Geschäftsführer kann vor Ende des Geschäftsjahres Interimsdividenden an die Gesellschafter auszahlen, sofern auf Grundlage eines Zwischenabschlusses ausreichende Mittel zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen, und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund des sich aus dem Gesetzes von 1915 ergebenden und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellende Beträge, nicht übersteigen.

18. Auflösung und Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft soll durch die Versammlung der Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und Artikel 14 beschlossen werden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt lediglich einen alleinigen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter nach eigenem Ermessen die Auflösung beschließen, indem er selbst alle, bekannten oder unbekannt, Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt.

19. Salvatorische Klausel und Gesetzliche Vorschriften.

19.1 In der vorliegenden Satzung:

19.1.1 umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(b) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(c) eine "Person" sowohl ein Individuum als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine gesetzliche oder satzungsgemäße Regelung auch die Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) der gesetzlichen oder satzungsgemäßen Regelungen.

19.1.2 Das Wort "umfassen" beinhaltet stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung". Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

19.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

19.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften."

1.2 Verschiedenes.

2. Nach umfanglicher Überprüfung wurde folgender Beschluss gefasst:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschafterinnen beschließen, die Satzung komplett neu zu fassen und wie folgt festzulegen:

" **1. Rechtsform und Name der Gesellschaft.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "CORPUS SIREO Investment Residential No. 21 S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch:

(c) den alleinigen Geschäftsführer (definiert in Artikel 9.2), sofern die Gesellschaft nur einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(d) den Rat der Geschäftsführer (definiert in Artikel 9.3) für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inneroder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter (im Folgenden die "Hauptversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 14.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der ordnungsgemäße Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird entsprechend durch die alleinigen Geschäftsführer oder durch den Rat der Geschäftsführer getroffen.

2.4 Niederlassungen oder andere Repräsentanzen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck ist:

3.1 der An- und Verkauf, die Bewirtschaftung - inklusive Vermietung und Verpachtung - und die Betreuung von Immobilien in allen Rechts- und Nutzungsformen, darunter Miet-, Eigentumswohnungen und Eigenheime sowie der An- und Verkauf von Beteiligungen, von Gesellschaften und von sonstigen Unternehmen, die sich mit dem Wohnungsbau und der Verwaltung von Wohnungen beschäftigen, ohne dass die Gesellschaft berechtigt ist, die nach § 34 c der deutschen Gewerbeordnung vorgesehenen Geschäfte zu betreiben.

3.2 Die Gesellschaft kann alle Geschäfte betreiben, die dem Gesellschaftszweck unmittelbar und/oder mittelbar zu dienen geeignet sind oder die die Entwicklung des Unternehmens fördern. Die Gesellschaft darf sich an anderen in- und/oder ausländischen Gesellschaften, die den gleichen oder ähnlichen Geschäftszweck verfolgen, beteiligen und/oder die Geschäftsführung und/oder persönliche Haftung übernehmen.

3.3 Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten und/oder Unternehmen mit gleichem oder ähnlichem Gesellschaftszweck gründen bzw. erwerben.

3.4 Alle vorgenannten Tätigkeiten der Gesellschaft können jedoch nur im Rahmen der Bestimmungen des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung ausgeübt werden.

4. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in fünfundzwanzig (25) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfhundert Euro (EUR 500,-) (die "Anteile").

Der Begriff "Gesellschafter" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Anteilsinhaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Anteilsaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet die Hauptversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Anteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben.

Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von der Hauptversammlung gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

5.4 Alle Anteile haben dieselben Rechte.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Anteile erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital und/oder das genehmigte Kapital herabsetzen.

6. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 In begründeten Einzelfällen können mehrere Personen als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden. Voraussetzung dafür ist, dass alle Anteilsinhaber die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll. Die Gesellschaft wird diesen Anteilsinhaber so behandeln, als ob er der einzige Inhaber sei. Dies gilt auch im Hinblick auf Abstimmungen, Dividenden oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung der Anteile.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Anteilseigner hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Sofern die Gesellschaft mehr als einen Anteilseigner hat, gilt, dass die Übertragung von Anteilen den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915 unterliegt.

7.3 Für den Fall der entgeltlichen Veräußerung eines Anteils an einen Erwerber, der nicht Gesellschafter ist, sind die übrigen Gesellschafter berechtigt, den Anteil zu einem Preis, der der vereinbarten Gegenleistung entspricht, im Verhältnis ihrer Anteile käuflich zu erwerben. Macht ein Gesellschafter von seinem Vorerwerbsrecht keinen Gebrauch, wächst es den übrigen Gesellschaftern im Verhältnis ihrer Geschäftsanteile zu. Der Veräußerer hat den Inhalt des mit dem Erwerber geschlossenen Vertrages unverzüglich den übrigen Gesellschaftern mitzuteilen. Das Vorerwerbsrecht kann nur bis zum Ablauf eines Monats seit Empfang dieser Mitteilung bzw. der Mitteilung, dass die anderen Gesellschafter von ihrem Vorerwerbsrecht keinen Gebrauch machen, durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Veräußerer ausgeübt werden. Die vorstehenden Regelungen gelten bei der entgeltlichen Veräußerung eines Anteils an einen von mehreren Gesellschaftern entsprechend, wobei das Erwerbsrecht dann auch diesem Mitgesellschafter - allerdings nur anteilig - gemäß den vorstehenden Bestimmungen zusteht.

8. Organe der Gesellschaft. Die Organe der Gesellschaft sind

- die Geschäftsführung,
- die Gesellschafterversammlung,
- das Executive Committee („EC“), soweit ein EC gemäß Artikel 15 eingerichtet wird.

9. Geschäftsführung.

9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") verwaltet, der/die durch Beschluss der Gesellschafter im Einklang mit dem Luxemburger Recht und dieser Satzung ernannt wird/werden.

9.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, so wird dieser als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

9.3 Sofern die Gesellschaft zeitweise eine Mehrzahl von Geschäftsführern aufweist, werden diese im Folgenden als "Rat der Geschäftsführer" (conseil de gérance) bezeichnet.

9.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit aufgrund eines beliebigen Grundes durch einen Beschluss der Anteilhaber entlassen werden, welcher im Einklang mit dieser Satzung und dem Luxemburger Recht steht.

10. Befugnisse der Geschäftsführung. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer ist befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

11. Rechtmässige Vertretung. Die Gesellschaft wird, gemäß dem Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung, gegenüber Dritten wie folgt vertreten und/oder wirksam verpflichtet:

11.1 sofern die Gesellschaft lediglich einen alleinigen Geschäftsführer hat, so vertritt dieser die Gesellschaft;

11.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch zwei Geschäftsführer;

11.3 durch eine beliebige andere Person, sofern dieser entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 12 übertragen worden sind.

11.4 Der alleinige Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer bedürfen zu allen Geschäften, die nach Art und/oder Umfang nicht zum gewöhnlichen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft gehören, der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

11.5 Außerdem ist die Zustimmung der Gesellschafterversammlung einzuholen - außer bei Gefahr im Verzug -, wenn und soweit es nach diesem Gesellschaftsvertrag und/oder einer Geschäftsordnung für die Geschäftsführung - jeweils in der aktuellen Fassung - oder einer Weisung der Gesellschafterversammlung ausdrücklich vorgeschrieben ist.

12. Ad-hoc Bevollmächtigte. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, jeweils zwei Geschäftsführer, können ihre Befugnisse für bestimmte Aufgaben jeweils auf einen oder mehrere Ad-Hoc Bevollmächtigte übertragen. Sie legen diesbezüglich sowohl die Dauer der Vertretung, den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig) als auch jede andere Bedingung festlegen.

13. Geschäftsführerversammlung.

13.1 Jeder Geschäftsführer kann eine Geschäftsführerversammlung ("Geschäftsführerversammlung") einberufen.

13.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorab schriftlich oder in der entsprechenden Geschäftsführerversammlung auf die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten verzichtet haben.

13.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (unbeschadet etwaiger Quorumfordernisse), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung persönlich anwesend sind oder aber unter der Voraussetzungen des Artikels 13.5 persönlich an der Geschäftsführerversammlung teilnehmen.

13.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. In jedem Fall müssen jedoch zwei Mitglieder des Rates der Geschäftsführer an der Beratung und Beschlussfassung teilnehmen. Die Entscheidungen der Geschäftsführerversammlung werden durch einfache Mehrheit der gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

13.5 Ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Alle in dieser Weise teilnehmenden Personen als persönlich in der Sitzung anwesend, werden im Quorum mitgezählt und können ihre Stimme abgeben. Alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigt werden, gelten nach Maßgabe des Luxemburger Rechts im Sinne dieser Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt. Dies gilt auch dann, wenn weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Anzahl von Geschäftsführern (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind.

13.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig und steht einem Beschluss, der in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Geschäftsführerversammlung gefasst wurde, gleich. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

13.7 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigen

14. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Anteil, dessen Inhaber er ist.

14.2 Vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 14.3, 14.4 und Artikel 18 sind Beschlüsse der Gesellschafter nur wirksam, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens die Hälfte der Anteile halten. Soweit diese Anzahl bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten schriftlichen Beschluss nicht erreicht wird, sollen die Gesell-

schafter ein zweites Mal per Einschreiben einberufen oder konsultiert werden. Die Entscheidung kann sodann mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen ergehen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile.

14.3 Die Verpflichtung eines Gesellschafters zur Erhöhung seiner Beteiligung gegenüber an der Gesellschaft sowie die Änderung der Nationalität der Gesellschaft können nur durch einen einstimmigen Beschluss erfolgen.

14.4 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 14.3 werden Beschlüsse, die die Änderung dieser Satzung zum Gegenstand haben (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), soweit nichts anderes bestimmt ist, von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in einfacher Mehrheit beschlossen.

14.5 Ein Beschluss, der die Auflösung oder die Art der Liquidierung der Gesellschaft zum Gegenstand hat, muss im Einklang mit Luxemburger Recht verabschiedet werden.

14.6 Die Einberufung der Hauptversammlung der Gesellschafter ("Hauptversammlung") erfolgt durch wenigstens einen der Geschäftsführer mit einfachem Brief unter Angabe der Tagesordnung, der Tageszeit und des Tagungsortes mit einer Frist von mindestens zwei Wochen.

14.7 Eine Hauptversammlung kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Hauptversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

14.8 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Gesellschafter zu sein braucht, benennt.

14.9

14.9.1 Soweit die Anzahl Zahl der Gesellschafter 25 nicht übersteigt, können Beschlüsse, anstatt auf Gesellschafterversammlungen, auch schriftlich ergehen. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Text der zu fassenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

14.9.2 Die Mehrheitserfordernisse, die im Hinblick auf die Verabschiedung von Beschlüssen auf Gesellschafterversammlungen gelten, finden auch auf schriftliche Beschlüsse entsprechend Anwendung (mutatis mutandis). Ausgenommen dort, wo dies aufgrund der Bestimmungen des Luxemburger Rechts notwendig ist, bestehen keine besonderen Quorums- und Beschlussfähigkeitsanforderungen in Bezug auf die Verabschiedung von schriftlichen Beschlüssen. Die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter sollen mit dem Eingang der Originale (oder von per Fax oder Email gesendeten Kopien) der Stimmabgaben der Gesellschafter, vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 13.8.1 und 13.8.2, als gültig verabschiedet gelten, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben.

15. Executive Committee.

15.1 Die Gesellschafterversammlung kann der Gesellschaft ein Executive Committee ("EC") geben.

15.2 Das EC ist ein weiteres Kontrollorgan der Gesellschaft neben der Gesellschafterversammlung und besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, soweit die Gesellschafterversammlung nicht eine andere Anzahl beschließt.

15.3 Die Mitglieder des EC werden durch Gesellschafterbeschluss in das EC gewählt. Die Gesellschafterversammlung ist jederzeit und nach ihrem freien Ermessen berechtigt, die gewählten Mitglieder abzuberufen und neue Mitglieder zu wählen.

15.4 Die Amtszeit der Mitglieder des EC wird durch Gesellschafterbeschluss festgelegt. Jedes Mitglied kann sein Amt auch ohne wichtigen Grund durch schriftliche Erklärung gegenüber der Geschäftsführung der Gesellschaft mit einer Frist von einem Monat niederlegen.

15.5 Das EC wählt aus seiner Mitte für seine Amtszeit oder eine kürzere von ihm bestimmte Frist einen Vorsitzenden. Die Wahl des Vorsitzenden erfolgt im Anschluss an die Bestellung der Mitglieder, ohne dass es für diese Sitzung des EC einer besonderen Einladung der Mitglieder bedürfte. Der Vorsitzende vertritt das EC bei der Abgabe und Entgegennahme von Erklärungen sowie sämtlichen Handlungen und Maßnahmen, die zur Durchführung der Beschlüsse des EC erforderlich oder nützlich sind.

15.6 Aufgaben, Befugnisse und Verantwortung des EC ergeben sich - soweit gesetzlich zulässig und nicht anders von der Gesellschafterversammlung beschlossen - aus diesem Gesellschaftsvertrag und aus der Kompetenzordnung für das EC, soweit eine solche von der Gesellschafterversammlung beschlossen wird. Die Gesellschafterversammlung kann Aufgaben und Befugnisse, die sie auf das EC übertragen hat, jederzeit durch Gesellschafterbeschluss wieder an sich ziehen.

15.7 Das EC ist - soweit gesetzlich zulässig und nicht anders von der Gesellschafterversammlung beschlossen - berechtigt, aber nicht verpflichtet, in allen Angelegenheiten der Gesellschaft, die der Beschlussfassung durch die Gesellschafterversammlung unterliegen, Beschlüsse zu fassen, ausgenommen Gegenstände, über die nach dem Gesetz mit einer Mehrheit von $\frac{3}{4}$ der abgegebenen Stimmen zu beschließen ist. Diese sind solange für alle Organe der Gesellschaft bindend, bis sie durch einen Beschluss des EC oder der Gesellschafterversammlung abgeändert oder aufgehoben werden. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung sind für das EC bindend und können durch das EC nicht geändert oder aufgehoben werden.

15.8 Das EC berät die Geschäftsführung in allen Angelegenheiten der Geschäftsleitung, insbesondere in finanziellen Angelegenheiten und bei strategischen Entscheidungen der Gesellschaft. Die Geschäftsführung berichtet regelmäßig an das EC und erteilt auf dessen Anfrage Auskünfte an das EC. Das EC ist berechtigt, eine Geschäftsordnung für die Ge-

schaftsführung (Geschäftsordnung) zu erlassen. Die Geschäftsordnung kann insbesondere vorsehen, bestimmte Rechtsgeschäfte und Handlungen der Geschäftsführung der vorherigen Zustimmung des EC zu unterwerfen.

15.9 Das EC ist unverzüglich einzuberufen, wenn dies zum Wohl der Gesellschaft erforderlich ist oder ein Mitglied des EC oder die Geschäftsführung die Einberufung unter Angabe des Zwecks und der Gründe verlangt, mindestens jedoch einmal im Jahr. Die Einberufung erfolgt durch den Vorsitzenden. Die Frist für die Einberufung beträgt eine Woche und kann in dringenden Fällen vom Vorsitzenden auf zwei Geschäftstage reduziert werden. Das EC kann auf die Einhaltung der Formen und Fristen verzichten.

15.10 Das EC ist beschlussfähig, wenn die Hälfte der Mitglieder, aus denen das EC insgesamt zu bestehen hat, an der Beschlussfassung teilnimmt; in jedem Fall müssen jedoch zwei Mitglieder an der Beschlussfassung teilnehmen. Beschlüsse des EC werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Beschlüsse des EC werden in Sitzungen gefasst. Zulässig ist auch jede andere Art der Abstimmung außerhalb einer Sitzung, insbesondere im Umlaufverfahren in schriftlicher Form, mündlich oder per Telefon, Telefax oder E-Mail.

15.11 Über die Sitzungen des EC sowie die außerhalb von Sitzungen gefassten Beschlüsse des EC ist ein Protokoll anzufertigen, das vom Protokollführer und bei außerhalb von Sitzungen gefassten Beschlüssen auch von dem Vorsitzenden des EC zu unterzeichnen ist.

15.12 Die Gesellschafterversammlung kann bestimmen, dass die Mitglieder des EC für ihre Tätigkeit eine Vergütung oder einen Ersatz ihrer Auslagen erhalten.

16. Geschäftsjahr.

16.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres.

16.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als 25 Gesellschafter hat, hat gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 mindestens einmal im Jahr eine Hauptversammlung zu erfolgen; diese findet am 9. Mai um 16.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort statt. Fällt dieser Tag auf einen Tag, der kein Geschäftstag ist, wird die Generalversammlung am nächsten Geschäftstag abgehalten.

17. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

17.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals entspricht

17.2 Vorausgesetzt, dass es nach Luxemburger Recht und durch diese Satzung erlaubt ist, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital an die jeweiligen Gesellschafter nach Maßgabe der jeweiligen Rechte durch einen Beschluss der Hauptversammlung vorgeschlagen werden.

17.3 Der alleinige Geschäftsführer oder gegebenenfalls der Rat der Geschäftsführer kann vor Ende des Geschäftsjahres Interimsdividenden an die Gesellschafter auszahlen, sofern auf Grundlage eines Zwischenabschlusses ausreichende Mittel zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen, und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund des sich aus dem Gesetzes von 1915 ergebenden und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellende Beträge, nicht übersteigen.

18. Auflösung und Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft soll durch die Versammlung der Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und Artikel 14 beschlossen werden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt lediglich einen alleinigen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter nach eigenem Ermessen die Auflösung beschließen, indem er selbst alle, bekannten oder unbekannt, Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt.

19. Salvatorische Klausel und Gesetzliche Vorschriften.

19.1 In der vorliegenden Satzung:

19.1.1 umfasst/umfassen:

(e) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(f) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(g) eine "Person" sowohl ein Individuum als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(h) eine gesetzliche oder satzungsgemäße Regelung auch die Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) der gesetzlichen oder satzungsgemäßen Regelungen.

19.1.2 Das Wort "umfassen" beinhaltet stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung". Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind

oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

19.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

19.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften."

Kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder ähnliche Abgaben, die aufgrund dieser notariellen Urkunde von der Gesellschaft getragen werden sollen, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Da nichts anderes auf der Tagesordnung vorgesehen ist und niemand mehr etwas vorbringen möchte, wird die Versammlung geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der die deutsche Sprache versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der Erschienenen in deutscher Sprache abgefasst wurde.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg Stadt an dem Tag und zu der Zeit aufgenommen wurde, der bzw. die zu Beginn dieses Dokuments genannt ist.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der Erschienenen vorgelesen wurde, der dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, hat dieser Bevollmächtigte der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 janvier 2014. Relation: LAC/2014/414. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014025942/590.

(140031399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

MCD Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 157.918.

In the year two thousand and fourteen, on seventh day of February.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Appeared:

OCSiAI S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 167.533 ("OCSiAI"),

duly represented by Mr. Simon BAKER, category A Director, residing professionally in Luxembourg.

OCSiAI, represented as described here above, requests the undersigned notary to act that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of MCD Technologies S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office in L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, R.C.S. Luxembourg number B 157.918, incorporated under the laws of Luxembourg by virtue of a deed received by Maître Jean SECKLER, the undersigned notary, on 3 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 490 dated 15 March 2011 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 8 November 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 49 dated 7 January 2014.

The aforementioned appearing party, represented as described above, acting as Sole Shareholder of the Company, requests the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the corporate capital of the Company by an amount of five thousand six hundred euro (EUR 5,600.-) so as to bring it from its current amount of seventy-seven thousand nine hundred euro (EUR 77,900.-) divided into seventy-seven thousand nine hundred (77,900) units with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to the amount of eighty-three thousand five hundred euro (EUR 83,500.-) divided into eighty-three thousand five hundred (83,500) units with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, by the issuance of five thousand six hundred (5,600) new units with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to be entirely paid up by a contribution in cash amounting to one million five hundred thousand US dollars (USD 1,500,000.-).

Subscription - Payment

Thereupon OCSiAI, represented as above stated, declares to subscribe for all the five thousand six hundred (5,600) new units of the Company with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, which are paid up by a contribution in cash in a total amount of one million five hundred thousand US dollars (USD 1,500,000.-) of which five thousand six hundred euro (EUR 5,600.-) are allotted to the corporate share capital and the balance to the share premium account.

The amount of one million five hundred thousand US dollars (USD 1,500,000.-) is thus as from now at the free disposal of the Company, evidence thereof has been given to the officiating notary, who expressly acknowledges this.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to adapt the article 6 of the articles of association of the Company to the aforementioned change so that it can be read as follows:

“ **Art. 6. Corporate Capital.** The corporate capital is set at eighty-three thousand five hundred euro (EUR 83,500.-) represented by eighty-three thousand five hundred (83,500) units with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each.

The Company may repurchase its own units within the limits set by the Law and the Articles.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to grant power to any manager of the Company to update the Company's units register.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoings of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately two thousand four hundred euro (EUR 2,400.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in French, followed by an English version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the French and the English texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarized deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by name, surname, civil status and residence, he signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept février.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

OCSiAI S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.533 («OCSiAI»),

dûment représentée par Monsieur Simon BAKER, gérant de catégorie A, demeurant professionnellement à Luxembourg.

OCSiAI, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'«Associé Unique») de MCD Technologies S.à.r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.918, constituée selon la loi luxembourgeoise en vertu d'un acte reçu par Maître Jean SECKLER, le notaire instrumentant, le 3 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 490 en date du 15 mars 2011 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 49 en date du 7 janvier 2014.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus en sa qualité d'Associé Unique, a demandé au notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq mille six cents euros (EUR 5.600,-) afin de le porter de son montant actuel de soixante-dix-sept mille neuf cents euros (EUR 77.900,-), divisé en soixante-dix-sept mille neuf cents (77.900) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, au montant de quatre-vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 83.500,-), divisé quatre-vingt-trois mille cinq cents (83.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par l'émission de cinq mille six cents (5.600) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à libérer entièrement par le biais d'un apport en numéraire de un million cinq cent mille US Dollars (USD 1.500.000,-).

Souscription - Libération

Ensuite, OCSiAI, représentée comme décrit ci-avant, déclare souscrire à toutes les cinq mille six cents (5.600) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) de la Société, lesquelles ont été libérées en espèces pour un montant total de un million cinq cent mille US Dollars (USD 1.500.000,-), dont cinq mille six cents euros (EUR 5.600,-) ont été alloués au capital social et le solde au compte prime d'émission.

La somme de un million cinq cent mille US Dollars (USD 1.500.000,-) se trouve à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire, qui le confirme expressément.

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, conformément à la résolution précédente, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social.** Le capital social de la Société s'élève à quatre-vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 83.500,-) divisé en quatre-vingt-trois mille cinq cents (83.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir individuel à tout gérant de la Société pour procéder à la mise à jour du registre des parts sociales de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève approximativement à deux mille quatre cents euros (EUR 2.400,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en français suivi d'une version en anglais. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document au représentant de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte en original.

Signé: Simon BAKER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 février 2014. Relation GRE/2014/721. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014025518/116.

(140030264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2014.

Fondation François d'Assise, Fondation.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 50, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg G 192.

—
Comptes annuels au 31 décembre 2013

(Approuvé par le Conseil d'Administration en date du 20/01/2014)

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2013

Note 1. Généralités. La Fondation François d'Assise («la Fondation») a été constituée le 3 mars 2008 conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les fondations sans but lucratif et approuvée par arrêté grand-ducal le 22 juillet 2008. La durée de la Fondation est illimitée. Le siège social de la Fondation est établi à Luxembourg.

La Fondation a pour objet:

- la promotion, le soutien, la création et la sauvegarde d'institutions d'accueil, d'hébergement et de soins pour personnes âgées, dépendantes ou handicapées, la promotion de l'encadrement religieux, social et culturel des personnes y accueillies avec la mission de faire perdurer les oeuvres de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde dans l'esprit de ses fondateurs,

- le soutien de projets et initiatives oeuvrant dans le domaine social, thérapeutique et curatif ainsi que la promotion de structure de formation dans ces domaines.

Note 2. Résumé des principales politiques comptables. La Fondation respecte les principales politiques comptables suivantes:

2.1 Actifs immobilisés.

Les actifs immobilisés sont évalués au prix d'acquisition historique. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Le prix d'acquisition des actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation estimée.

En cas de dépréciation durable, les éléments immobilisés dont l'utilisation est ou non limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont extournées lorsque les raisons qui les ont motivées, ont cessé d'exister.

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au prix d'acquisition et sont amorties sur une base linéaire au taux de 25 % par an. Les immobilisations incorporelles en cours ne sont pas amorties.

2.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties aux taux suivants:

- construction	2 %
- matériel de bureau	25 %
- mobilier	10 %

Les immobilisations corporelles de faible valeur sont intégralement prises en charge lors de l'acquisition.

2.2 Stock.

Les matières premières sont évaluées au coût de remplacement.

2.3 Créances

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale. La politique de la Fondation est d'établir, selon les circonstances et pour les montants déterminés par le Conseil d'Administration, des provisions spécifiques pour créances douteuses.

Ces provisions sont déduites des postes d'actif concernés.

2.4 Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

- Reprise minibus du Home St François à Clervaux 5.000 €

2.5 Dons et subventions en capital

Les dons et subventions en capital qui ne présentent pas un caractère de subventions d'investissement ou de dons ou de subventions d'exploitation, sont comptabilisés directement dans les fonds propres.

Un premier apport de 150.000 Euro a été fait le 17 décembre 2008 par l'A.s.b.l. Homes pour personnes âgées de la Congrégation des Franciscaines de la miséricorde.

2.6 Subventions d'investissement

Les subventions destinées au financement d'immobilisations sont amorties au compte de profits et pertes en tenant compte de la durée de vie économique des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Les subventions d'exploitation destinées à la mise en sécurité, l'aménagement et l'équipement des maisons de soins sont portées au compte de profits et pertes au fur et à mesure de leur utilisation.

2.7 Dons et subventions d'exploitation

Les dons et subventions d'exploitation destinés au financement des activités courantes de l'Association sont portés au compte de profits et pertes de l'année à laquelle ils se rapportent.

Le tableau suivant résume les dons reçus pour les différentes maisons de l'A.s.b.l. Homes pour personnes âgées de la Congrégation des Franciscaines de la miséricorde:

	2013	2012
Home St François Clervaux	12.645,50 €	10.895,50 €
Home St François Grevenmacher	19.280,00 €	28.447,50 €
Home Sacré Coeur Luxembourg	4.070,00 €	2.295,00 €
Home Mamer	10.517,00 €	8.335,00 €
Home St Joseph Mersch	25.266,50 €	17.372,50 €
Home St François Redange	23.568,00 €	38.577,50 €
Libéralités sans affectation spécifique	19.025,00 €	
Total	114.372,00 €	105.923,00 €

2.8 Affectation du résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice, après approbation des comptes, est systématiquement affecté aux fonds propres.

2.9 Conversion des soldes en devises

Les opérations conclues en devises sont converties aux taux de change en vigueur à la date de transaction. Les actifs, autres que les actifs immobilisés, et passifs en devises sont convertis en Euro (EUR) aux taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes non-réalisés calculés au moment de la conversion sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

2.10 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes sont affectés principalement aux projets suivants:

- Aménagements des alentours du Home St Joseph à Mersch 4.385,21 €
- Achat minibus Home St Joseph à Mersch 49.599,99 €
- Achat minibus Home St François à Redange 45.600,00 €

Bilan au 31 décembre 2013 (exprimé en euros)

ACTIF	NOTES	31.12.13	31.12.12
A. CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT		-	-
C. ACTIF IMMOBILISE	2.1	-	-
I. Immobilisations incorporelles	2.1.1	-	-
II Immobilisations corporelles	2.1.2	-	-
D. ACTIF CIRCULANT		2 372 425.64	2 680 213.58
I. Stocks	2.2	-	-
II. Créances	2.3	-	-
IV. Avoirs en banque, CCP, chèques et encaisse		2 372 425.64	2 680 213.58
E. COMPTES DE REGULARISATION		-	-
F. PERTE DE L'EXERCICE		-	260 560.85
TOTAL ACTIF		2 372 425.64	2 940 774.43
PASSIF	NOTES	31.12.13	31.12.12
A. FONDS PROPRES		2 338 368.31	2 598 929.16
I. Capital	2.5	150 000.00	150 000.00
V. Résultats reportés	2.8	2 188 368.31	2 448 929.16
B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		-	-
C. DETTES	2.4	5 000.00	341 845.27
E. BENEFICE DE L'EXERCICE		29 057.33	-
TOTAL PASSIF		2 372 425.64	2 940 774.43

Compte de profits et pertes pour l'exercice clôture au 31 décembre 2013 (exprimé en euros)

	NOTES	31.12.13	31.12.12
A. PRODUITS D'EXPLOITATION			
SOUS-TOTAL A		-	-
A'. CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et autres approvisionnements		-	-
Autres achats et charges externes	2.10	99 872.60	391 388.84
Impôts taxes et versements assimilés		-	15.76
Frais de personnel		-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions		-	-
Autres charges d'exploitation		-	-
SOUS-TOTAL A'		99 872.60	391 404.60
A-A' RESULTAT D'EXPLOITATION		99 872.60	391 404.60
B. AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (Reprise)	2.6	-	-
C. PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		14 557.93	24 920.75
SOUS-TOTAL C		14 557.93	24 920.75

C'. CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		-	-
SOUS-TOTAL C'		-	-
C-C' RESULTAT FINANCIER		14 557.93	24 920.75
RESULTAT COURANT (A+B+C)-(A'+C')		- 85 314.67	- 366 483.85
D. IMPOTS SUR LE RESULTAT		-	-
E. PRODUITS EXCEPTIONNELS	2.7	114 372.00	105 923.00
E. CHARGES EXCEPTIONNELLES		-	-
E-E' RESULTAT EXCEPTIONNEL		<u>114 372.00</u>	<u>105 923.00</u>
RESULTAT DE L'EXERCICE		29 057.33	- 260 560.85

Budget 2014

approuvé par le Conseil d'Administration du 18/11/2013

Charges		Produits	
2 000.00 €	Frais de fonctionnement	Dons	100 000.00 €
300 000.00 €	Installation appel malade (Telealarme Home St François Redange)	Intérêts	20 000.00 €
50 000.00 €	Acquisition Bus pensionnaires (Home St François Grevenmacher)		
352 000.00 €	Total	Total	<u>120 000.00 €</u>
-232 000.00 €	PERTE		

Référence de publication: 2014026017/146.

(140031402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Société Luxembourgeoise d'édition et de conception automobile, Société Anonyme.

Siège social: L-7213 Bereldange, 8, am Becheler.

R.C.S. Luxembourg B 55.849.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le vingt décembre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au Luxembourg,

Agissant en tant que mandataire de Monsieur Philippe MORENO, administrateur de sociétés, né le 6 juillet 1960 à Aubervilliers (France), demeurant au 8, Am Becheler L-7213 Bereldange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, avec pouvoir de substitution, le 12 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, est l'actionnaire unique («l'Actionnaire Unique») de la société "Société Luxembourgeoise d'édition et de conception automobile" (la "Société"), ayant son siège au 8, Am Becheler L-7213 Berledange, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Hesperange, en date du 6 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 552 en date du 29 octobre 1996,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 55.849.

Le capital social de la Société est de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (31,-EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le comparant, représenté comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et déclare dissoudre et mettre la Société en liquidation avec effet immédiat.

En agissant en qualité de liquidateur de la Société, tant qu'en qualité d'actionnaire unique, il déclare que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs deviendront la propriété de l'actionnaire unique, de sorte que la dissolution et la liquidation de la Société sont à considérer comme clôturées.

Décharge pleine et entière est accordée par le comparant, représenté comme ci-avant, à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation des titres au porteur de la Société.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune

confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'associée unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent dix euros (1.110,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23.12.2013. Relation: LAC/2013/59552. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 19.02.2014.

Référence de publication: 2014026304/52.

(140031656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2014.

Degroof Private, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.421.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg le 18 février 2014

Le Conseil d'Administration a décidé:

1. de co-opter Monsieur Thomas HERINCKX, avec adresse professionnelle au 44, Rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles, en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Rudy GLORIEUX -administrateur démissionnaire en date du 31 octobre 2013-.

Ce mandat sera ratifié lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Pour DEGROOF PE FUND

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Corinne ALEXANDRE / Valérie GLANE

Assistante / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2014027730/19.

(140033720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2014.

IBCO Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.739.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 février 2014

En date du 28 février 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Joaquim Antonio Da Silva, de Monsieur Daniel Fernando Gomes Antunes et de Madame Elisangela Gomes Faria en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 28 février 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IBCO Sicav

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014032914/16.

(140037193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.
